JHONIS.

5e chaine, la privatisation sur orbite

P. 8-9

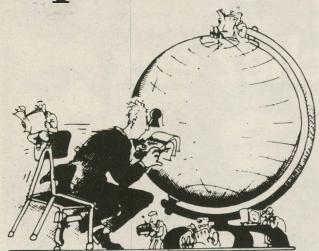
Hebdomadaire de l'igue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) du 28 nov au 4 déc 85 M 1578 N° 1186 6,50F



Le 7 décembre Tous à la marche nationale Paris, 15 heures à Bastille

Rouge questionne ses lecteurs

A vos plumes!



N'avez
vous
rien
oublié?



Comment avez-vous connu Rouge?
Lisez-vous Rouge intégralement ?
Quelle page lisez-vous en premier ?
En second?
Quelle(s) page(s) ne lisez-vous jamais?
Lisez-vous la page trois ?
La page deux ?
Lorsque vous lisez un article, vous arrive-t-il de ne pas le finir?
Si oui, pourquoi?
Quels articles vous ont semblé intéressants ce dernier mois ?
Lesquels ne vous ont pas intéressés ?
Pourquoi ?
La page une est-elle attirante?
Adantée à l'actualité de la semaine ?
Souhaitez-vous plus de titre en une ?
La mise en page est-elle agréable ?
,
Est-elle assez aérée, trop aérée ?
The same Brown have the same and the same an
Lisez-vous d'autres journaux, lesquels ?
Regardez-vous les infos à la télévision ?
Trouvez-vous, dans Rouge un complément d'information par rapport à vos autres lectures ?
110uvez-vous, dans Avage un complement d'information par l'apport à vos autres lectures :
D'autres informations ? ?
Souhaiteriez-vous plus de dossiers ?
Les articles sont-ils trop longs? Trop courts?
Les articles sont-ils trop longs: 110p courts:
Les titres des articles attirent-ils ?
Pourquoi ?
Les sujets traités dans Rouge vous semblent-ils assez varies?
Lisez-vous la page culture ?
Si non, pourquoi?

Avez-vous des suggestions, d'autres remarques?
Toutes vos réponses doivent nous parvenir le plus vite possible à l'adresse suivante : rédaction de Rouge, 2, rue
Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil.
Nom Prénom
Profession

ABONNEMENT A DOMICILE			
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Abonnements par avion: nous consulter			Tél: 859 00 80
Dage 2 Dayes of 1106 du 20 navembre au 4 décembre			

PROT	100
	(0)

- ◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gerant : Leon Cremieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. **2** (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil.
- **2** (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922



Ils sont ici chez eux

« Soyez ici comme chez vous », a dit François Mitterrand aux travailleurs immigrés, lors de sa dernière conférence de presse. Mais il s'est bien gardé de tirer toutes les implications de ses propos. Car les immigrés ne pourront se considérer chez eux que s'ils obtiennent une totale égalité des droits, les faisant passer du rôle de main-d'œuvre taillable et corvéable à celui de citoyens à part entière.

« Si je vais chez vous, si n'importe quelle personne entre chez vous et que vous la recevez, surtout si vous l'avez invitée, vous lui dites très souvent: "Cher ami, cher monsieur ou chère madame, vous ètes ici chez moi, donc vous ètes chez vous." (...) Je dis que les immigrés qui sont venus régulièrement en France, qui ont un contrat de travail, qui se sont insérés dans la vie française - et quand ils ne l'ont pas fait, c'est souvent qu'ils ne le pouvaient pas -, qui nous apportent leur travail et leur compétence, je dis que les immigrés en France sont chez eux. Quiconque tient un autre raisonnement tient le raisonnement de la haine ou de la ségrégation raciste. » Ces propos constituent l'un des seuls événements marquants de la conference de presse de François Mitterrand. le 21 novembre.

Une fois n'est pas coutume, on ne peut qu'être d'accord avec le chef de l'Etat lorsqu'il tient de tels discours. Pourtant, ses intentions ne sont pas dépourvues d'arrière-pensées électoralistes. A quelques mois des élections législatives, il doit en effet remobiliser le « peuple de gauche » et effacer la triste impression laissée par Laurent Fabius, lors de son face-à-face avec Jacques Chirac. On s'en souvient, celui qui aime à se proclamer le « Premier ministre de la France » avait osé déclarer qu'il n'existait pas de désaccord majeur avec le programme du RPR sur l'immigration. Ce dernier étant directement inspiré des thèses du Front national, de tels propos avaient provoque un important malaise dans les rangs

En même temps, l'hôte de l'Elysée tente d'aviver les contradictions récemment apparues au sein de l'opposition, devant des promesses que leur caractère outrancier rend inapplicable même pour un gouvernement de droite. Ne vient-on pas de voir Raymond Barre affirmer qu'« il n'y a pas de meilleure façon de sauvegarder son identité culturelle que de maintenir les traditions nationales d'accueil et d'assimilation »? En ne disant pas autre chose, le président de la République cherche à conforter ses marges de manœuvre dans l'hypothèse où il lui faudrait cohabiter avec la droite après mars 1986.

« Légaux » ou « clandestins » : ils sont chez eux !

Ces calculs politiciens expliquent que Mitterrand se soit bien garde d'aller jusqu'au bout de ses déclarations généreuses. Il a en premier lieu exclu du bénéfice de l'« hospitalité française » ceux que l'on nomme les clandestins. Ses propos ne concernaient reellement que les immigres « venus régulièrement en France, qui ont un contrat de travail, qui se sont insérés dans la vie française ». Des milliers d'hommes et de femmes venues en Europe, en croyant ainsi echapper au sousdéveloppement de leur pays, continueront donc de se retrouver dans la plus complète insécurité, soumis à la surexploitation des ateliers clandestins ou à la toute-puissance des marchands de sommeil. Pour ceux-là, Mitterrand n'envisage d'autre avenir que la traque, la repression et l'expulsion.

Et cependant, qui les a mis dans leur situation présente? Qui les a contraints à s'expatrier, sinon les classes possédantes des métropoles capitalistes? Pour réaliser de fabuleux profits, ces dernières ont pille les pays dominės, restructurė leurs ėquilibres ėconomiques, imposé une monoculture contraire aux plus élémentaires besoins des populations autochtones. C'est ce processus qui, en reduisant à la plus sordide des misères des millions d'habitants du tiers monde, est à l'origine du mouvement d'emigration massive que connait l'hémisphère nord. L'immigration « clandestine » n'est des lors que le revers de l'exploitation des pays pauvres. Et refouler à présent cette population, la désigner à la vindicte publique, relève du cynisme pur et simple. Tous les immigres, « legaux » ou « clandestins », sont ici chez eux et le combat contre la segregation ne se divise pas.

Et l'égalité des droits ?

Proclamer que les immigrés sont chez eux signifie aussi s'engager dans la reconnaissance d'une complète égalité des droits entre Français et immigrés. La population étrangère participe à tous les aspects de la vie civile : travail, paiement des impôts locaux et nationaux, paiement des loyers, etc. Il est donc totalement injustifiable qu'elle ne puisse disposer des mêmes possibilités que tous les citoyens.

Bien que la dernière session de l'Assemblee elue en 1981 touche à sa fin, Mitterrand est demeure muet sur ce point. Dans leurs diverses interviews, ses amis n'envisagent d'ailleurs de déposer des projets de loi en ce sens... qu'après mars 1986. C'est-à-dire quand la majorité parlementaire risque d'avoir change et qu'il n'existera plus aucune possibilité d'adoption de mesures progressistes.

L'octroi immediat du droit de vote serait pourtant le meilleur moyen de montrer que les immigres sont ici chez eux. En obtenant le droit de sanctionner politiquement le pouvoir et de se faire elire à toutes les consultations, ils ne seraient plus confines au role de main-d'œuvre taillable et corveable. Ils ne seraient plus seulement des bras et de la sueur. Ils deviendraient des citoyens à part entière, participant aux décisions de la société dans

laquelle ils vivent et travaillent. Et le droit de vote entrainerait *ipso facto* l'égalité devant l'emploi, la formation, le logement ainsi que le droit au regroupement familial sans restriction.

De même, pour que l'immigration ne demeure pas le regroupement d'une population à part, différente et en butte aux agressions racistes, il faut abroger les réglementations tâtillonnes liées aux besoins économiques du moment. Car cette différenciation au sein du monde du travail permet toutes les manœuvres patronales, en instituant la concurrence entre les salaries et en détruisant leur solidarité de classe. L'exigence de la libre circulation des travailleurs, de la suppression de tout statut spécifique, de tout contrôle des flux de main-d'œuvre est donc la condition d'une veritable égalité des droits.

Seule la lutte paiera

Comme on le voit, il y a loin de la coupe aux lèvres, des promesses généreuses du premier personnage de l'Etat à la mise en œuvre d'une politique véritablement antiraciste. Craignant par-dessus tout de s'affronter à la réaction, ce pouvoir ne s'engagera jamais de son propre mouvement dans cette voie. C'est une raison supplémentaire pour développer la mobilisation de masse.

La marche du 7 décembre appelée par de nombreuses associations et SOS-Racisme constitue donc un double enjeu. D'une part, elle doit permettre de créer un rapport de forces face au déferlement d'une démagogie qui conduit le RPR à proposer la suppression des prestations sociales aux étrangers et l'UDF à exiger la réforme du Code de la nationalité. D'autre part, elle est une nouvelle occasion de réaffirmer nos exigences fondamentales.

Tout doit des à présent être mis en œuvre pour contribuer à son plein succès. Aucune force ouvrière, politique ou syndicale, aucune association démocratique ne doit manquer à l'appel. Car, en luttant contre l'injustice et la ségrégation, nous faisons avancer le combat contre la société qui les engendre.

Christian Picquet

Pour l'égalité des droits

La conférence de presse du collectif des associations pour la manifestation nationale du 7 décembre a donné le coup d'envoi à la mobilisation à travers toute la France.

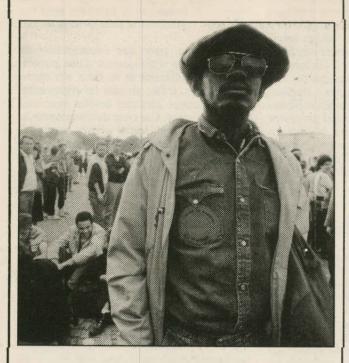
Mehdi Lallaoui a présenté la démarche des unitaires : « Nous avons fait aux deux marches la proposition d'une montée nationale commune pour l'arrivée à Paris. La date du 7 décembre était pour nous un moyen de sortir du cadre des uns et des autres. Nous pensons qu'il n'y a pas réellement de contradictions, en tout cas aucune qui justifie l'appel à deux manifestations contre le racisme et pour l'égalité des droits. Il n'y a pas d'un côté les associations immigrées et de l'autre les antiracistes, c'est un faux débat. Nous sommes, nous aussi, des immigrés de toutes les générations. Quant aux divergences, elles sont aussi un prétexte : le collectif pour le 7 a repris les deux plates-formes : celle de la marche des « droits civiques » et celle de SOS-Racisme.

Enfin, nous voulons préciser que notre cadre unitaire restera ouvert à tous ceux qui voudront le rejoindre jusqu'au bout : nous espérons des dizaines de milliers de manifestants le 7 décembre, au moins autant que lors de la marche des Beurs de 1983 ».

Pierre, pour SOS-Racisme, est intervenu dans le même sens : « Il est encore temps que l'unité se réalise. Aucune divergence d'opinion en "admettant qu'elle existe" ne justifierait deux marches... La marche des droits civiques s'inscrit dans le même combat que le nôtre, nous voulons le réaffirmer avec force : ils ont toute leur place le 7 décembre. A présent, pour nous tous, l'unité et la mobilisation pour le 7 sont indissociables : il faut une immense démonstration face aux racistes, pour l'égalité des droits. »

Yemke, ancienne de Convergence 84, a souligné « le lien entre la démarche actuelle et celle de Convergence 84 : nous devons ratisser large et permettre à toutes les logiques d'être présentes, à travers toutes les revendications de toutes les communautés ». Le dialogue se nouera de manière efficace après la manifestation si nous défilons ensemble. Trois cent cinquante associations à travers toute la France se sont inscrites dans cette démarche ont précisé les organisateurs. La manifestation partira de Bastille (comme la marche des Beurs de 1983) et ira jusqu'à la Concorde où des prises de parole seront prévues.

« Nous serons présents le 30 », ont également annoncé les associations, pour dire : venez aussi le 7, retrouvons-nous dans la même manifestation et continuons ensemble après le 7.



Déclaration de Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL

Je serai présent à la manifestation antiraciste du 7 décembre. Les événements de ces dernières années ont trop exclusivement assimilé le CNAL à la défense de l'enseignement public. La laïcité dont il est le défenseur, c'est d'abord l'éthique du « vivre ensemble dans la diversité ». La laïcité est synonyme de liberté, de solidarité, de générosité, de droits des minorités ethniques et culturelles.

Les récentes assises nationales du CNAL se sont déroulées sur le thème de la citoyenneté et des droits de l'homme. Les militants des organisations laïques seront unanimement présents à la manifestation.

L'URP-CFDT enverra une délégation à la manifestation du 30 novembre et appelle à participer à celle du 7 décembre.



INTERVIEW DE CARLOS BRAVO, DE LA FASTI

Les raisons d'un refus

Nous avons rencontré Carlos Bravo de la Fasti, membre de la coordination nationale de la 3^e marche pour l'égalité qui arrive à Paris le 30 novembre. Il nous donne ici son point de vue sur les raisons du maintien de leur démarche et du refus de l'appel au 7 décembre.

☐ La marche des droits civiques arrivera donc le 30 novembre et la coordination nationale organise une manifestation d'accueil à Paris. Nous y serons présents mais tu connais nos désaccords à ce sujet. Peux-tu résumer vos positions ?

Il y a trois grandes raisons à notre démarche qui est celle de toutes les associations qui se sont retrouvées dans cette marche: d'abord prendre la parole tout seuls, comme des grands, et refuser que quiconque nous la confisque. Personne ne doit parler à la place des immigrés de toutes les générations ; ensuite, nous refusons l'idée que la lutte contre le danger Le Pen justifierait n'importe quel front de type républicain, flou, dans lequel chacun soulagerait sa mauvaise conscience en faisant passer sous les tables les exigences concrètes des immigrés; enfin, les revendications immigrées nécessitent aujourd'hui des réponses concrètes, sinon la situation dans certains quartiers, certaines cités, villes ou régions, risque de devenir explosive.

Nous ne voulons pas que les possibilités d'affirmation autonome des associations de jeunes qui ont fait la richesse des deux marches précédentes soient étouffées. Dans toute unité avec SOS-Racisme, il est évident que cela aurait été le cas.

Nous avons des préoccu-

pations communes, que ce soit sur l'expression et le développement des associations de jeunes, ou sur l'importance des revendications liées à l'égalité des droits, mais nous ne sommes pas d'accord sur l'analyse de SOS-Racisme réduit à un « antiracisme » flou et sur l'opposition entre les deux marches. Lors de leur parmarcheurs les - Beurs les uns et les autres - ont été accueillis par les mêmes gens, ont discuté des mêmes thèmes et personne n'a compris l'his des « deux logiques ». Qu'en

penses-tu? C'est aussi parce que notre marche a existé et s'est imposée que SOS-Racisme a pris en compte un certain nombre d'aspects concrets de l'égalité des droits. Leur première charte était tellement générale que n'importe qui pouvait s'v retrouver. C'est la même chose que le badge porté par Stoléru. Pour moi, Stoleru, c'est l'homme de l'expulsion des immigrés. Il est raciste. Alors, qu'est-ce que être antiraciste dans ces conditions-là?

C'est vrai que des jeunes se sont retrouvés dans la démarche de SOS-Racisme, mais notre marche leur dit : si la logique de l'antiracisme en l reste à des généralités, elle ne résoudra rien, ni la question de Le Pen, ni les mesures en faveur de l'égalité des droits. Il faut aller sur le terrain et s'affronter à tous les problèmes : les questions de police et de justice qui, pour les jeunes, sont fondamentales, les questions de papiers, de cartes de séjour, de centres de rétention, de regroupement familial, etc. Nous mettons tout le monde devant un choix: l'antiracisme flou ou l'affirmation de la défense des revendications.

La logique de SOS-Racisme, c'est, selon les termes mêmes de Harlem Désir, « créer un rapport de forces pour donner des paramètres aux discours des hommes politiques ». Ce n'est pas notre problématique et il faut choisir.

☐ Mais sur l'anniversaire de la première marche précisément, vous avez été les premiers à prendre position avez organisé la réunion du 12 octobre, pour finalement conclure que rien n'était posssible et refuser le cadre unitaire du 7 décembre qui s'est mis en place et qui reprend les deux plates-formes. Toutes les revendications y sont. Nous pensons qu'il y a un danger d'isolement sérieux dans la démonstration du 30 novembre.

Pour nous, au sujet du 7 décembre, il s'agit d'une unité factice. SOS-Racisme a confisqué la parole aux organisations locales et nationales de l'immigration, de la lutte antiraciste pendant des mois, a lancé sa marche sans consulter sérieusement les autres.

Elle s'est présentée comme l'héritière des marches de 1983 et 1984 alors que toute leur démarche est contradictoire avant cet héritage.

Quel que soit leur discours actuel, il est impossible de croire que ses dirigeants sont réellement unitaires et ne visent pas une fois de plus à tout étouffer.

Il y aura peut-être peu de monde au 30 novembre, mais ce n'est pas ce qui compte. Cela aura permis que nous nous affirmions, qu'une autre logique apparaisse. Si nous avions décidé d'arriver le 7 décembre avec SOS-Racisme, la presse et les médias n'auraient retenu que cette dernière initiative. S'ils étaient vraiment unitaires, s'ils voulaient faire la démonstration qu'ils en avaient fini avec leurs prétentions hégémoniles dirigeants de SOS-Racisme auraient appelé au 30 novembre comme nous le leur avons proposé. Je ne nie pas qu'il puisse y avoir une alternative à ces deux logiques actuelles, mais pour qu'elle apparaisse, il faut une véritable confrontation et pour qu'il y ait confrontation il faut que notre force à nous s'affirme.

Nous pensons que la LCR s'est trompée dans son appréciation des possibilités de convergence et qu'elle a fait le jeu exclusif de SOS-Racisme.

□ Nous ferons donc la démonstration concrète que le 7 décembre est une véritable manifestation unitaire... et que vous vous trompez sur une question importante pour l'avenir...

En tout cas, le cadre restera ouvert jusqu'au bout!

Propos recueillis par Hélène Viken

A SATE, AND PLOTIES VALUE SATION IN HIS HARD TO SPECIF



THE THE STATE OF THE PARTY OF T



Le 7 décembre tous à Paris

La montée nationale du 7 décembre à Paris devra rester dans toutes les mémoires comme les deux marches précédentes de 1983 et de 1984, comme une immense démonstration de force et de mobilisation de tous ceux qui refusent le discours et les actes racistes et veulent réaffirmer, avec plus de force encore, l'exigence urgente de l'égalité des droits. Des cités, des usines, des villes de province, des banlieues de la région parisienne et de la capitale, partout, des collectifs unitaires se sont mis en place, organisent les cars, les trains pour la montée à Paris, préparent banderoles et slogans, appellent massivement à la manifestation nationale du 7 décembre. Au Puy ou au Hayre, l'unité a permis le soutien du PCF sur la ville ; le CNAL qui regroupe toutes les organisations ouvrières au niveau national a pris position en faveur de l'appel au 7 décembre.

Il est temps! Il est grand temps que chacun comprenne bien l'importance du succès de cette initiative, que les tenants du racisme se sentent violemment agressés par la jeunesse insolente des cités et des lycées, que s'impose dans la rue la défense des revendications d'égalité, à commencer par le droit au séjour, au logement, le droit de vivre en famille et même celui de vivre tout simplement, ici, sans être menacé en permanence au nom de leur origine.

Hélène Viken

PARIS Succès contre le racisme de Chirac

Plus de deux cent cinquante personnes ont participe à la fête antiraciste organisée le 16 novembre par le comité Stop-Racisme Morland (Ville de Paris).

Un gros, succès pour ce comité de cinquante adhérents qui, avec un débat sur la politique raciste de Chirac à la mairie, suivi d'un film le Thé au harem d'Archi Ahmed, a démontre sa capacité de mobilisation.

La fête animée par Said Amar, auteur compositeur, créateur de la chanson des Voyageurs de l'égalité, puis par les « Reds » s'est prolongée jusqu'à l'aube.

Une façon efficace de dénoncer les méfaits de la politique de Chirac, maire de Paris, qui annonce fort bien les projets de la droite : l'assimilation systematique des problèmes d'insécurité à la présence des immigrés, par exemple, ou encore la liaison entre chômage et immigration, thèmes repris des mensonges de Le Pen.

De manière plus generale, la politique sociale, scolaire et sanitaire de Chirac se developpe sous le signe de la discrimination : refus d'admission dans les écoles maternelles ou les crèches des enfants de parents etrangers qui n'ont pas de titre de sejour valable

jusqu'en 1985; refus de soins hospitaliers et d'aide médicale aux étrangers dont les papiers ne sont pas en règle, notamment des femmes qui, ayant rejoint leurs maris en France, ne bénéficient pas de la Sécurité sociale ; suppression de l'aide au troisième enfant pour les familles etrangeres, selon une deliberation du Conseil de Paris du 26 novembre 1984. Chirac vide Paris de ses immigrés: les familles immigrées sont rejetées vers les HLM de banlieues les plus dégradées ou les cités de transit. Les opérations de rénovation à grande echelle dans les quartiers populaires ne se préoccupent pas du relogement des immigres.

Enfin, la mairie se constitue un lichier des demandeurs d'aide sociale : depuis juillet 1984, il est demande aux employés du « bas » de photocopier systematiquement les titres de séjour et papiers d'identité des étrangers demandeurs d'une aide sociale. Les travailleurs sociaux ont fait appel à la Commission nationale informatique et libertés qui a interdit la transmission de ce fichier à la police, mais n'en a pas demande la des-

Ces exemples d'une politique concrète de rejet et de discrimination sont autant de raisons de mobilisation pour les travailleurs de la Ville de Paris, comme pour l'ensemble des antiracistes.

Correspondant

Editorial des feuilles d'entreprises

Egalité des droits des travailleurs français et immigrés!

La lutte antiraciste est le combat des travailleurs pour leur unité contre leurs véritables ennemis: les possédants.

Ce sont les possédants qui entretiennent des partis, des leaders, une propagande pour tenter de détourner le mécontentement des victimes de la crise vers les immigrés. Ce sont pourtant eux qui s'enrichissent alors que la majorité de la population - française et immigrée - s'appauvrit.

Faire face, dans l'unité

Les travailleurs sont les principaux intéressés à la déroute du racisme diviseur.

Le racisme, on a déjà vu ce que ça donnait avec Hitler. Il ne faut plus jamais ça!

Des associations de jeunes immigrés, des associations de travailleurs immigrés, des associations humanitaires et antiracistes, SOS-Racisme, qui se sont regroupées pour appeler à une grande manifestation le 7 décembre, date de l'arrivée à Paris de la marche qui vient de sillonner le pays. C'est l'occasion d'une grande démonstration de force contre le racisme. Il serait impensable que les organisations de travailleurs, et en particulier les directions syndicales ne se joignent pas à cet appel.

C'est cette mobilisation des travailleurs, de tous les antiracistes qui nous rendra plus forts face aux prétentions patronales.

Nous, travailleurs, nous savons bien ce qu'il nous en coûte de difficultés pour lutter, de remises en cause de nos acquis, tant en matière de salaire que de conditions de travail, lorsque tous les salariés n'ont pas les mêmes droits dans l'entreprise. Nous pouvons le constater lorsque le patron se sert des intérimaires ou des contrats à durée déterminée pour aggraver notre exploitation.

Tous les travailleurs doivent avoir les mêmes droits

Alors, nous ne devons pas tolérer qu'on veuille faire des travailleurs immigrés des « sous travailleurs » pour mieux nous exploiter tous ensemble. Nous devons ensemble, travailleurs français et immigrés, lutter pour que tous les travailleurs aient les mêmes droits.

Comme les travailleurs immigrés ont les mêmes droits dans les entreprises, ils doivent avoir les mêmes droits dans la cité.

Comme les travailleurs français, les immigrés créent la richesse, ils ont les mêmes patrons, ils paient les mêmes impôts, ils cotisent à la Sécurité

Ils doivent avoir les mêmes droits!

Ils doivent pouvoir voter.

Pour faire reculer le racisme, pour donner un coup d'arrêt à la propagande xénophobe des Le Pen et des Chirac, pour conquérir l'égalité des droits (à commencer par le droit de vote) pour tous ceux qui produisent les richesses.

Manifestons ensemble le 7 décembre à Paris.

INFLATION-SALAIRE

Les mensonges de Mitterrand

Vantant les mérites de sa lutte contre l'inflation Mitterrand a même trouvé le moven de dire au'elle accroîtrait le pouvoir d'achat des travailleurs. En vérité, c'est exactement le contraire qui se passe...

« On ne rend pas justice autant qu'il le faudrait à l'actuelle majorité (...) qui par sa lutte victorieuse pour la première fois depuis si longtemps contre l'inflation se donne les movens d'accroître le pouvoir

culièrement des travailleurs. » Ce mensonge-là de François Mitterrand, lors de sa dernière conférence de presse, mérite quelques rappels crus et sommaires. C'est d'abord en rognant sur les salaires des d'achat des Français et parti- | travailleurs que la gauche en

Evolution du pouvoir d'achat des salaires annuels par tête. (Secteur privé et semi-pu-

	1984/1983 (% d'évolution)		
Cadres supérieurs Cadres moyens Contremaitres Employés Ouvriers qualifiés	-0,4 -1,4 -2,2 -1,2 -1,6		
Ouvriers spécialisés Manœuvres	- 1,3 - 1,0		

Sources: Comptes de la nation, CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), indices ISNEE...

1982, 1983, 1984 décida de s'attaquer à la hausse des prix. Ils réconnaissaient avant d'être élus que les rémunérations n'étaient pas la cause de l'inflation. Ils ont tourné casaque une fois installes à l'Elysée et à Matignon. Delors et ses pairs ressortirent même du frigidaire le décret gaulliste interdisant l'échelle mobile, l'indexation des salaires sur les prix.

Les résultats ne se sont pas

par une baisse du pouvoir d'achat et non par un accroissement de celui-ci comme le prétend François Mitter-

En 1984, les OS ont vu leur pouvoir d'achat reculer de 1,3 %, les ouvriers qualifies de 1,6 %. Les agents de la fonction publique (les « nantis » de Raymond Barre) connaîtront en 1985 leur perte la plus sévère depuis trente ans (voir article ci-confait attendre. Ils se traduisent | tre). L'évolution du pouvoir

d'achat des salaires annuels de 1983 à 1984 a été « globalement negative pour tous » (voir encadré). La variation du pouvoir d'achat du revenu disponible d'un ménage n'a cessé de décroître (voir encadré) depuis 1981... On pourrait multiplier les exemples à

Les entreprises, par contre, ont vu leurs profits s'améliorer. Le taux de marge des sociétés privées tend à se

rétablir au niveau moven des années 1975. L'indice officiel des profits (excédent brut d'exploitation) s'établit à 23,6 % en 1984, contre 22,5 % en 1983. C'est bien en restreignant les salaires et en laissant croître les profits que la politique du gouvernement réduit la hausse des prix. Voilà pourquoi Mitterrand ment!

M. M.

Variation du pouvoir d'achat du revenu disponible en %

		М	Ourriers spanish	Ownight Table	-	4	
Couple, un salaire, deux enfants	De 81 à 82 De 82 à 83 De 83 à 84	4,1 0,4 —1,3	3 0,1 —1,6	2 -0,3 -1,8	0,9 0,5 1,8	-1 -1,2 -1,4	— 1,6 2,4 0,5
Couple, deux salaires, deux enfants	De 81 à 82 De 82 à 83 De 83 à 84	2,3 0,4 1,5	0,9 - 0,2 - 1,4	-0,2 -0,8 -1,2		-1 -1.9 -0.7	- 2.5 - 2.6 - 0.1

FONCTION PUBLIQUE

Du jamais vu depuis 30 ans!

1985 sera la plus mauvaise année depuis 1980, et même probablement depuis une trentaine d'années pour le pouvoir d'achat des agents de l'Etat. Les chiffres sont entièrement connus en ce qui concerne les salaires, et presque totalement pour les prix (à partir d'une hypothèse de hausse de 0,2 % sur les deux derniers mois de l'année).

Les salaires devraient connaître un petit « coup de pouce » en février prochain, « au titre de la clause de sauvegarde » (juste avant les

élections...). Cela ne changera évidemment rien au pouvoir d'achat réellement perçu par les fonctionnaires cette année. Tableaux et graphiques sont limpides.

◆ Le tableau 1 indique l'évolution globale annuelle des prix et salaires dans la fonction publique, depuis

◆ Le graphique 1, tiré de la revue Economie et statistique de juin 1984, donne l'évolution mensuelle globale depuis 1980, prolongee sur 1985.

◆ Le graphique 2 chiffre l'évolution globale depuis 1970. La perte de pouvoir d'achat est continue depuis 1979 pour l'ensemble des fonctionnaires avec un très petit relèvement en 1981, tout de même...

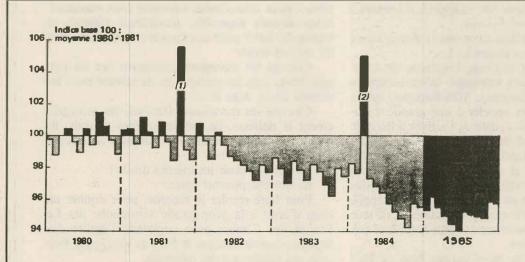
◆ Le graphique 3 indique l'évolution par catégorie. Les catégories A et B perdent du pouvoir d'achat depuis 1979, les C depuis 1981, les D depuis 1985.

La « priorité aux bas salaires », cache-sexe de la politique d'austérité pour tous, n'est même plus formellement respectée. On notera a contrario la forte hausse de 1975, provoquée notamment par la grève des PTT en juin 1974!

La situation de la catégorie A doit être largement rattrapée par les primes. Même si elles ne sont pas partout aussi importantes qu'au ministère des Finances: plus de six mois de salaire pour un administrateur, probablement dix mois pour les directeurs. Quant aux autre :...

Catégorie A: cadres supérieurs (28,5 % des effectifs); B: cadres movens (34,1 %), C: employés (31 %); agents de service (6,3 %). Le tableau I est établi à partir des salaires nets, une bonne part de la perte du pouvoir d'achat est due en effet à l'augmentation des diverses cotisations sociales.

Graphique 1 Evolution du pouvoir d'achat mensuel

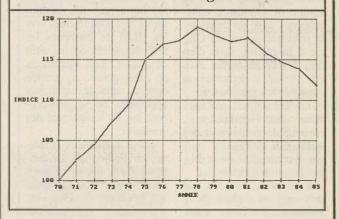


Primes exceptionnelles dégressives d'octobre 1981 variant de 600 francs à 150 francs selon le niveau d'indice hièrarchique. Prime exceptionnelle uniforme de mars 1984 de 500 francs.

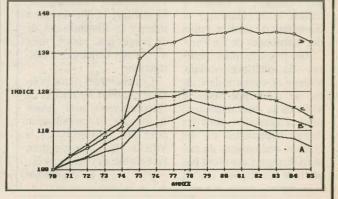
Tableau 1 Prix et salaires depuis 1980.

Année	Salaire nets	Prix Insee	Pouvoir d'achat	en %
1980 1981 1982 1983 1984 1985	100 113,8 125,5 135,9 145,1 150,8	100 113,3 126,9 138,9 149,6 158,2	100 100,4 98,9 97,8 97 95,3	+0,4 -1,5 -1,1 -0,8 -1,8

Graphique 2 Pouvoir d'achat global



Graphique 3 Pouvoir d'achat par catégorie



TEMPS DE TRAVAIL

Ils jouent avec nos vies

Sacré bilan! Au lieu de lutter contre le chômage en imposant la semaine de trente-cinq heures, promise en 1982, Mitterrand a préféré s'attaquer à l'inflation en réduisant les salaires des travailleurs, et effacer avec une loi flexible plusieurs chapitres du code du travail. Est-ce ringard, devant ces trahisons en chaîne, de se réclamer encore des acquis de 1936?

On ne peut inventer pire symbole: un gouvernement de gauche à la veille de 1986 porte le coup de cognée le plus féroce qui soit contre la victoire arrachée par les travailleurs cinquante ans plus tôt, sous le Front populaire: la semaine de-travail de quarante heures en cinq jours. Mélancolie ringarde?

L'industrie moderne ne pourrait être que flexible, nous rabâche-t-on, des ministères aux écrans de télévision, des colonnes de la presse moderniste à la Libé à celles retro-reactionnaires du Figaro. Les travailleurs devraient plier.

La mobilisation sociale qui instaura les quarante heures et les congés payés en 1936 partait évidemment de tout autres considérants. Elle se préoccupait de l'homme, de son temps de vivre, de son epanouissement et de sa dignité. Elle voulait mettre fin au droit patronal divin de faire trimer ses salariés à son

Les représentants du patronat de l'époque, assis autour de la table de négociation, en étaient blêmes. Les quarante heures mèneraient selon eux la France à la ruine. La chanson est restée la même. Elle souligne une vérité toute crue : la course à la flexibilité en 1986 n'est pas plus moderniste que le refus de la semaine de quarante

Formation

La LCR organise à Paris un cycle de formation élémentaire ouvert à tous ses sympathisants et aux lecteurs de Rouge.

Ce cycle debutera le 30 octobre et se tiendra pendant huit semaines tous les mercredis de 19 à 21 heures au 9, rue de Tunis, Paris 11°.

30 octobre: La lutte des classes dans l'histoire.

6 novembre : La Révolution russe.

13 novembre: Le stalinisme.

20 novembre: La révolution politique.

27 novembre : Oppression et radicalisation des fem-

4 décembre : La socialdémocratie.

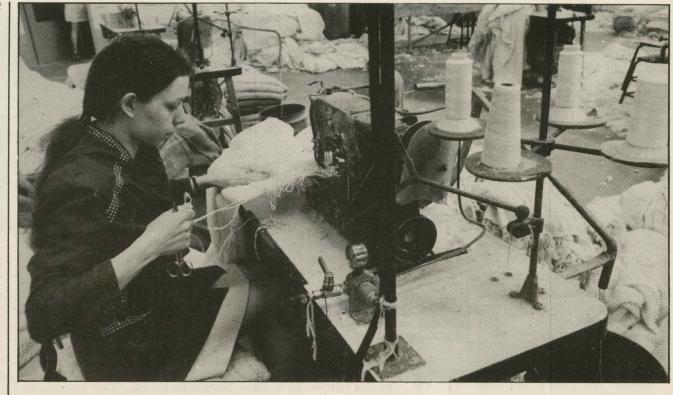
11 décembre : La révolution permanente.

18 décembre : Construire la LCR pour construire le parti révolutionnaire.

heures avant 1936. Elle participe du combat perpétuel des patrons pour attacher les travailleurs aux exigences du capital, comme des individus exploitables et corvéables à merci, flexibles en quelque sorte! Pourquoi donc leur accorderait-on le temps d'organiser leur vie personnelle, familiale, sociale avec des horaires de travail qui leur en laissent les moyens?

Chotard, dirigeant du CNPF, va toujours plus loin. Prenant acte de la loi que vient de pondre le gouvernement, il la juge trop timide. « Elle risque d'aboutir à de nouvelles rigidités », en prevoyant une durée hebdomadaire moyenne du travail sur l'année de trente-huit heures ou trente-sept heures trente. D'une pierre deux coups : le patronat transporte la flexibilité du temps de travail vers les salaires. « Les entreprises s'orientent de plus en plus vers une politique salariale qui tient compte du mérite individuel, note la dernière lettre du CNPF à ses adhérents. Il est essentiel de persister dans cette voie qui permet de sanctionner [!] les qualités de ceux qui mettent leur énergie au service de l'entreprise et dans l'intérêt même de tous ses membres. » A quand les bons points aux lèche-bottes, les bonnets d'âne à ceux qui parlent d'égalité, les coups de pied au cul des travailleurs qui contestent la vérité patro-

Nous nous revendiquons, nous, sans complexe, de la lutte des travailleurs en 1936 pour les quarante heures.



Aujourd'hui contre le projet de loi flexible et scelerat du gouvernement, demain contre d'éventuels projets, pires encore, si la droite revient aux affaires. Etre moderne pour nous signifie toujours permettre aux hommes de

vivre en leur en donnant le l temps. Comme en leur en donnant les moyens. Etre moderne pour nous veut dire supprimer le chômage, en réduisant le temps de travail de tous pour que chacun en

nous signifie mettre la flexibilité de la machine au service du temps de travail de l'homme, et non l'inverse.

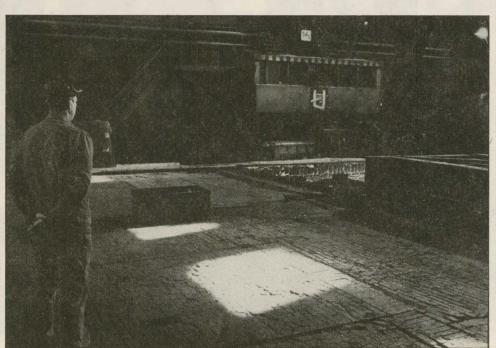
Les patrons jouent avec nos vies, et veulent pouvoir les dérègler à volonté. Le ait un. Etre moderne pour gouvernement les benit. Au-

cun prétexte à division, aucune aison de voir venir ne tient la route, dans les rangs des travailleurs, face à cet avenir que l'on nous prépare avec soin. Il faut reagir fort, ensemble. Comme en 1936! Michel Morel

FLEXIBILITE

Au nom de la loi!

Le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail a été adopté par le gouvernement le mercredi 20 novembre. Il doit être présenté au Parlement avant le 31 décembre. Quelques modifications de dernière heure ne changent en rien l'analyse des « deux commandements » de Fabius exposée dans « Rouge » la semaine dernière. La flexibilité gagne force de loi!



O L'annualisation des horaires de travail permet, sur la base d'une moyenne de 38 heures par semaine, de moduler les horaires hebdomadaires travaillés jusqu'à 41 heures maximum. Les heures effectuées au-dessus de l'horaire moyen (38 heures), comme au-delà de la durée hebdomadaire légale actuelle de 39 heures maximum, ne sont plus considérées comme des heures supplémentaires. Elles seront « rattrapées », sans majoration, les semaines où l'hebdomadaire descendra au-dessous de 38 heures.

Le plafond des horaires hebdomadaires travailles est fixe à 44 heures, si la moyenne du travail sur l'année n'excède pas 37 heures trente par semaine.

O II est important de noter que la semaine de 37 heures et demie réelles est celle qui s'applique dejà pratiquement aujourd'hui sur la base de 39 heures par semaine. Il suffit de déduire les jours féries chômes et payes (environ huit jours sur une année) des 47 semaines travaillées (52 semaines dans l'année et 5 semaines de congés payés).

Sans réduction du temps de travail significative, le temps de travail flexible jusqu'à 44 heures par semaine est applicable partout!

O Le dernier article du projet de loi précise enfin que les accords dėja signės dans une branche ou une entreprise qui ne respectent pas les plafonds ci-dessus ne seront pas remis en cause. La multiplication d'accords illégaux flexibles aujourd'hui n'a donc pas de raison de se ralentir. Le nouveau projet de loi leur donnerait même plutôt un vernis legal.

Rien n'a été modifié en ce qui concerne le paiement des heures supplémentaires au-dessus des plafonds de 41 et 44 heures hebdomadaires. Elles sont remplaçables à volonté par des repos compensateurs comme nous le détaillions dans Rouge la semaine dernière.

Le projet de loi tel qu'il a été adopté par le gouvernement illustre parfaitement les « deux commandements » de Fabius: « les travailleurs pourront travailler à toute heure du jour et de la nuit l'année durant », et « les patrons épargneront sur les salaires des travailleurs, à toute heure du jour et de la nuit », dans le même temps!

M. M.

La privatisation sur orbite

Le choix de Mitterrand pour la cinquième chaîne a donné lieu à des rivalités dans l'hypocrisie tant de la part du chef de l'Etat que de celle de ses opposants. Mais dans un cas comme dans l'autre, il n'est pas question de remettre en cause la médiocrité des programmes.

moyens télévisuels est rendue possible par les progrès technologiques, elle nécessite en revanche Les amis du président des investissements considérables. que les Etats sont bien incapables de realiser. Dans un système où domine la loi du profit, l'afflux

Tout naturellement, la droite tions technologiques. Jacques Toubon (RPR) a même recemment confirmé à « L'heure de verite » sur Antenne 2, qu'il souhaitait privatiser deux des trois chaînes publiques actuellement existantes.

Aspire par l'inexorable spirale médias, dans lequel triompheront à n'en pas douter les plus riches, Mitterrand a choisi de garder les Bruxelles-Lambert, lui-même yeux fixes sur la ligne bleue de

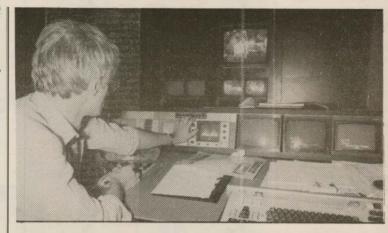
Si une veritable explosion des telévision d'un Etat-Chirac, et celles vendues au patronat.

Le trio Seydoux-Berlusconi-Ri-

boud, discretement encourage puis officiellement choisis par des capitaux prives est rendu iné- Mitterrand pour occuper la cinquième fréquence, ne fera certes pas la « chaine du PS ». Mais cherche à utiliser à son profit la ainsi, au moins une des rares frédynamique permise par les évolu- quences disponibles sera occupée par des « amis » du président. Joli tour de passe-passe.

> Mitterrand est loin d'être le seul hypocrite. Derrière Jacques Rigaud, le P-DG de la CLT, la Compagnie luxembourgeoise de notamment le groupe belge puissamment investi par des capi-

Pourtant dans cette affaire.



faire main basse sur un marché | paux responsables de la décrépi-

Culture ou confiture?

Quant à la droite, son indignation face à l'opération présidentielle sent la frustration d'un choix qu'elle aurait préféré faire elle-même. Et dans les milieux du cinema, qui s'inquietent de la concurrence dont le « 7e art » risque du développement anarchique des | télédiffusion qui s'est beaucoup | d'être victime, les hurlements de agité ces derniers temps, il y a sociétés comme la Gaumont ont de quoi ècœurer. Les gros producteurs et distributeurs de films qui ont normalise et encadre la promars 1986. Et sur le risque, après | taux américains. Cette société et | duction en écrasant les petits prola victoire électorale de la droite, ses différentes composantes ne ducteurs et les films dits « margid'être pris en tenaille entre la seraient pas fâchées de pouvoir naux » ne sont-ils pas les princi- de série B (voire C ou D!), il n'y

tude du cinéma français?

Il y a pourtant de quoi s'inquié-

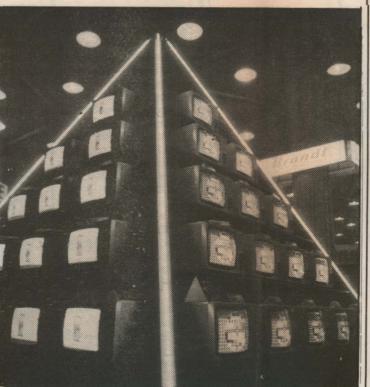
ter sur le contenu de la programmation. Le développement des radios privces (1 400 aujourd'hui en France) n'a guère débouché sur un enrichissement des programmes. Même sur le plan de l'information, locale comme nationale, elles vegetent. On n'estime qu'à deux cents le nombre d'emplois de journalistes professionnels dans les radios locales privées. Sur le plan télévisuel, Canal Plus n'a pas été non plus un important facteur de développement de la programmation. Au-delà du stock de films projetes, dont beaucoup

a guère de productions originales. Et seule une trentaine de journalistes assurent la couverture de l'actualité, principalement au moyen des dépêches et des images fournies par les grandes agences mon-

La cinquième chaîne ne sera donc certainement pas une chaine de la culture, mais plutôt un moyen pour les industriels et les publicitaires de vendre leur confiture. La publicité sera omniprésente. Elle interrompra les émissions et tout particulièrement les films, les feuilletons et les séries.

Comme l'a si bien dit Berlusconi, la cinquième chaine ne sera pas une television-spaghetti, « je

Frederic Jarnac





préfère la télévision beaujolais, avec champagne le samedi ». Les téléspectateurs sont fixés et les publicitaires rassures: on reste entre m :hands de soupe!

Sur ce plan, les arguments du gouvernement ont de quoi faire sourire. Pour le PS en effet - comme pour le PC d'ailleurs le danger vient de l'etranger, et surtout des Etats-Unis. Le cahier des charges met ainsi l'accent sur la proportion de films et de programmes français que la cinquième chaine doit diffuser.

Faut-il donc que Dallas s'appelle Châteauvallon pour lui donner un label de qualite?

Inventer la télé

L'agitation qui entoure l'annonce du projet de création de la chaîne privée Riboud-Sevdoux-Berlusconi ne peut faire oublier l'attitude de ceux-là même qui dénoncent ce projet lors de la discussion et du vote de la nouvelle loi régissant le domaine audiovisuel en juillet 1982. Face à tous ceux-là, la télé, ca reste à inventer.

scandale, – PCF compris – qui, en 1982, s'est véritablement opposè à une loi qui comportait déjà tous les ingrédients permettant un tel montage? Où est le véritable scandale, sinon qu'une pareille affaire ait vu le jour sous un gouservice public de radio-télévision, démocratisé et décentralisé.

nilieu de ce concert de protestaen passant par une part non negligeable de militants et responsables du PS, jusqu'à la droite la plus ment, irremediablement. conservatrice, le caractère particulièrement xénophobe des réac tions à chaud dont la véritable Le vrai problème nature a peine à se dissimuler. Ou'est-ce qui différencie dans

la tête des contestataires de gauprimes, un patron italien en ma-

Parmi tous ceux qui crient au coup plus de vertus pour tout un étranger qui, en bon « rital » n'aime que le western-spaghetti et veut nous l'imposer? L'un ne vaut en aucun cas mieux que l'autre. Mais là n'est pas le problème.

Encore une fois, ne soyons pas vernement socialiste, alors que le | dupes ! La gauche traditionnelle, PS et PC ainsi que leurs organes de confirmer, d'étendre et de médiatiques, s'agite pour dissimumultiplier les prérogatives d'un ler l'énormité de la mise en application d'un des aspects de la loi de 1982 qui a le mérite - ou le Pourtant, on ne peut ignorer, au | culot - d'annoncer dans son premier article: « La communications qui va du Parti communiste, *tion audio-visuelle en France est* libre. » Les jours de cette « liberte » sont comptes, definitive-

La crèation de la cinquième chaine, avec tout ce que cela che qui se sont bruyamment ex- sous-entend comme moyens techniques et comme financement retière de télévision privée et un pose, une fois encore, le problème patron français ou luxembour- de la multiplication excessive des sens. Inutile de dire que ce type geois? Hersant, ce Français bien sociétés de programmes. Cela tant d'interactivité, pourtant tout à fait de chez nous, aurait-il tout d'un que l'évolution technologique qui au point, ne passionne ni les poli- trise plus rien en matière d'audio-

permet d'augmenter le nombre de , ticiens traditionnels, ni les mar-, chaines n'est pas utilisée à des fins reellement collectives et donc hors de toute emprise de l'économie de marché, pouvoir totalitaire dominant tous les médias aujourd'hui.

Les fabuleux bonds en avant de a technologie depuis ces toutes dernières années permettent pourtant tous les espoirs qui voudraient – et ce « qui » serait un pouvoir entre les mains de ceux qui produisent – enfin entrer reelement dans l'ère de la communi cation avec tout ce que cela comporte d'essentiel quand on se reclame du socialisme. A défaut de communication, le message de plus en plus bétifiant et misérabiliste distillé chaque jour par les tivement les 35 millions de téléspectateurs quotidiens en France dans l'ère de l'a-communication.

Pourtant, pour ne parler que de lui, le satellite, s'il était pensé en fonction de tous, recèle des possibilités tout à fait inédites et inexplorées en matière de communication et d'interactivité entre le téléspectateur, le programme suivi et toute une série d'autres partenaires à partir du moment où il est assorti au sol d'un reseau câble.

Celui-ci allège considérablement le coût économique de la reception pour chaque foyer et permet l'abondon de l'état passif, puisque le câble offre la possibilité technique de l'echange à double

chands de lessive qui, tous confondus, n'ont de cesse de vendre uniquement leur triste camelote. Et ce, au mépris de tous ceux qui souhaiteraient bien voir autre chose que Collaro, Chateauvallon

La dictature de la finance

Aussi, à quel duel assistons nous actuellement en matière de nouveaux moyens de diffusion? Le satellite a perturbé l'organisation traditionnelle des marches de la communication, car ce marché existe bel et bien. Or, plutôt que délais l'efficacité d'une pareille technique, les responsables patentes de gauche comme de droite au niveau europeen se sont employes à en limiter l'utilisation en attendant le marché commun de la television, celui qui trouverait un moven terme entre les intérêts politiques et économiques des bourgeoisies europeennes. C'est d'ailleurs dans cette logique complètement bâtarde que s'inscrit la future chaine culturelle inventée par Pierre Desgraupes, ex-P-DG d'Antenne 2, et dont FR 3 sera le support d'essai pendant quelque

Une chose est sure, c'est que gouvernement socialiste ne mai- ter!»

isuel. Pour avoir, en dépit de ses engagements anteneurs, voulu iouer les apprentis-sorciers modernistes, il a brade aux forces financières, françaises ou autres, la possibilité existant en France à creer un secteur, dont l'impact sur la vie quotidienne de notre société aurait pu radicalement changer et dans lequel le téléspectateur serait devenu un acteur social à part entière. Et plus seulement en re-

Jean-Jacques Laredo

Les ondes

du président

Mitterrand a mené tambour battant son opération de création d'une cinquième chaîne. Passant par-dessus les obstacles soulevés, de principe ou matériels, comme le problème de l'émetteur de la tour Eiffel, le président et le groupe parlementaire socialiste ont montré une détermination qu'ils n'ont pas manifestée pour la défense des intérêts des travailleurs, la rupture avec la politique impérialiste de la France ou le combat

en faveur des immigrés menacés par la montée raciste.

Ce qui apparaît comme l'une des dernières grandes

mesures de la Chambre rose-horizon sera donc un

autre logique que la logique capitaliste rendrait

Le choix opéré par Mitterrand en faveur du trio

Seydoux-Berlusconi-Riboud n'est pourtant pas

et aux autres chaînes que le RPR entend

anecdotique. Il résulte au contraire de la démarche de

l'occupant de l'Elysée qui vise au-delà des législatives

Face à la seule chaîne d'Etat, que dominerait la droite

de mars prochain : sauvegarder son avenir politique.

dénationaliser, Mitterrand a choisi ses amis du clan

Schlumberger, n'avait pas réussi à mettre la main sur

revanche posthume en s'alliant à Jérôme Seydoux, lui

aussi heritier du groupe Schlumberger, pour mener à

Riboud-Seydoux. Feu Jean Riboud, P-DG de

Canal Plus. Son fils Christophe lui offrira une

Une vraie leçon de choses en quelque sorte...

nouveau cadeau aux capitalistes : la continuité avec la

loi de 1982 ouvrant les vannes de la privatisation et de la commercialisation des chaînes de télévision, au détriment d'une télévision de qualité, que seule une

> beneficient sur le plan des recettes publicitaires, n'a à attendre quoi que ce soit de la multiplication des chaines de programmes.

La liberte d'expression, la communication sociale et culturelle, voire simplement le divertissement, ne passent pas par cette voie, quel que soit le caractère séduisant de l'ensemble de l'évolution technologique, ce n'est pas la quincaillerie céleste qui évolue à cent kilomètres au-dessus de nos têtes qui peut, à elle seule, influer sur les données de base qui nous préoccupent en matière de télé-

La télévision à l'heure de la démocratisation, c'est donc encore pour un autre lancement, une autre politique. Mais en fait, ne devrait-on pas, face aux erzats de communication les plus sophistiques, plutôt serieusement decladepuis la loi de juillet 1982, le rer: « La tele, ça reste à inven-

François Casso

Page 8, Rouge nº 1186, du 28 novembre au 4 décembre

HORIZON 86

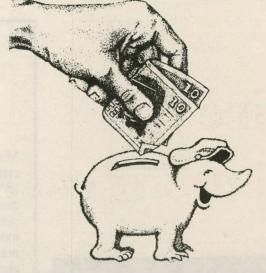
Le comité central de la LCR, réuni les 23 et 24 novembre, a décidé de continuer la bataille entreprise depuis plusieurs mois pour réaliser le regroupement de toutes les forces qui se situent à gauche de la gauche officielle. Il a noté que, sur le plan national, aucune organisation politique n'était aujourd'hui prête à un regroupement pour se présenter aux élections législatives.

Par contre, il apparaît que, sur le plan départemental, des listes unitaires sont possibles dans certains départements, pour les élections législatives ou régionales. La LCR soutiendra ces listes.

Aujourd'hui, seule Lutte ouvrière envisage de présenter des listes à l'échelle nationale, sur des bases convergentes avec celles sur lesquelles la LCR entend mener campagne. La LCR décide donc de poursuivre tous ses efforts pour parvenir à un accord national avec cette organisation.

En tout état de cause, le comité central de la LCR a décidé de prendre toutes ses dispositions pour que la LCR soit présente aux législatives, seule ou dans un cadre unitaire. Cela concerne d'ores et déjà les départements suivants: Calvados, Bouches-du-Rhône, Doubs, Gironde, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Isère, Loire-Atlantique, Loiret, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Nord, Puy-de-Dôme, Rhône, Seine-Maritime, Lot-et-Garonne, Orne, Ain, Finistère, Pyrénées-Orientales, Haute-Vienne, Eure-et-Loir, Maine-et-Loire, Côte-d'Or, Seine, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise.

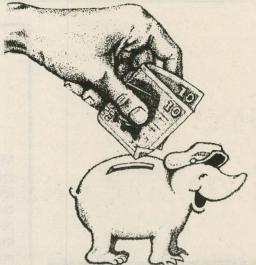
Bureau politique de la LCR



Souscription législatives

2,5

millions de francs



que pour l'après-mars 1986, avec un Mitterrand réfugié dans un donjon assiégé, résistant comme un beau diable aux attaques d'une droite revancharde pour défendre « les acquis de 1981 », le bond de 17 % des cours de la bourse de Paris en un mois, révèle s'il en était besoin, que le capital dans son ensemble, au-delà du jeu politique des partis de droite tributaires des états d'âme de leurs électorats petits-bourgeois, mise sur un scénario « doux » de consensus entre le président et la droite, pour une gestion conjointe, « cool » des intérêts capitalistes, autorisée par le calme forcé de la classe ouvrière, matée par un PS « modernisé » (dé-

La Bourse

Les cours de la Bourse

n'ont jamais été aussi pros-

peres que depuis la fin de

l'« état de grâce », avec une

hausse continue des cours

qui explosèrent même en

1983 (+ 50 %). Cela a une

signification : la crédibilité

de la gauche au pouvoir

pour garantir les profits et

amortir les conflits entre les

classes aux yeux du capital

français et international. Le

capital sait reconnaître les

Et s'il en est qui s'imagi-

nent un scénario dramati-

pour le consensus

pouillé de toute dépendance programmatique d'avec les intérêts de la classe ouvrière), un PC réfugié dans un splendide isolement stalinien, et des directions syndicales jouant à « plus traître que moi tu meures »

Le Monde, dans sa revue des valeurs de la bourse de Paris, note: « Le plus pi-quant dans l'affaire est que, après avoir accueilli avec effroi l'arrivée des socialistes au pouvoir en mai 1981, la Bourse salue maintenant leur gestion économique. Difficile d'interpréter autrement sa réaction : les investisseurs étrangers n'ont pas pour habitude de placer leurs capitaux dans les pays à risques ».

C'est cette convergence politique en faveur des profits et de l'austérité qu'il faudra dénoncer et combattre en mars 1986. Droite et gouvernement, alliés dans une même défense du profit. Gourvernement d'aujourd'hui et de demain. Sans tomber dans un populisme de gauche, néo-pouiadiste.

Pour cela, il faut de l'argent, beaucoup d'argent: 2.5 millions. Sans argent, pas de campagne. Alors mettons-nous-y. Et d'arra-

Besançon	700
Montlucon.	1 000
Montbéliard	
Jean-Claude	50
Joëlle	50
Sympathisant hôpital	22
Reste remboursement	9
Belfort	
Claude, ouvrier	50
Travailleurs Bull	550
Daniel	. 10
Mulhouse	850
Dreux	
Retraité, lecteur de Rouge et de l'Humanité	200
J. L., employée commerce	100
J. C., éducatrice	100
M. T., ouvrier	. 42
Rencontre du 19, pour construire l'alternative et la LCR	158
Hélène	. 250
Tony	300
Flourens	500
Thomas	100
Landa Man Paran	
Issy-les-Moulineaux	1 250
PTT	1 250
S., Thomson Issy	. 20

P. R., Thomson Issy	. 50
C. B., Thomson Issy.	100
Alain, Thomson Issy.	100
R. G., Thomson Issy.	100
Marc, Thomson Issy	300
Catherine, Thomson-Vélizy.	360
S., Thomson-Vélizy.	100
ANPE	500
Divers.	470
Tours	
Dédé, instit	200
	400
Jacques, instit	620
N. L	
Un vieux reste	. 40
Rouen	
J. M., sapeur-pompier CGT	300
Cheminot, CGT	100
Enseignant	40
Enseignant	100
Enseignant	
Barentin	
P. B., PTT	
D. C. A., PTT	
Elbeuf, Michèle.	150

Tarbes	
Jean.	50
Christian	50
Juliette.	50
Larbi	
Alain	
Jean-Michel.	100
Joël	50
Marc	
Monique	150
Jacqueline	
Jean-Bernard	150
Reçu directement à Montreuil	
A. D., pour la constitution, à la gauche de la gauche	-
d'un pôle révolutionnaire dynamique et attractif	
R. M., Montreuil.	
Nadine, Romans.	
Pour les législatives 1986	
Retraitée, Gérardmer	
Anonyme	225
	-
Total de la semaine	. 12 826
Total précédent	203 715
Nouveau total	216 541

Calendrier rouge 36-86

Douze photos, datant de 1936, du Front Populaire et de la guerre d'Espagne

30 F





42e CONGRES DE LA CGT

Tout ça pour dire que le gouvernement est socialiste...

Le 42° Congrès de la CGT se devait de traiter la chute des effectifs confédéraux, la perte de crédit auprès de l'opinion ouvrière, les aléas des résultats électoraux. Il se devait d'expliquer, afin de mieux tracer des perspectives, les raisons de la régression de la centrale, dans l'après-10 mai 1981. Les premiers jours font apparaître d'autres réoccupations, plus intestines.

Voila bien longtemps que la technique des débats est parfaitement huilée. L'interlocuteur privilégié est celui qui ne se situe pas à gauche mais à droite de la direction.

Honneur était fait, à ce titre, à Jean-Louis Moynot au 41° Congrès. Cette fois, ce sont les représentants du PS, André Deluchat et Gérard Gaume, secrétaires confédéraux. Un par jour, point trop n'en faut.

Andre Deluchat expliquera, lundi 25 novembre: « Que nous le voulions ou non, que nous le souhaitions ou pas: (...) de nombreux actes conduisent inévitablement à faire coïncider les positions de la CGT aux fluctuations politiques. » Pour l'illustrer, il martèlera « la baisse de la consommation des ménages date de 1983. La baisse du pouvoir d'achat date de 1983-1984.

(...) Ce n'est donc pas une accélération de la dégradation qui s'est traduite en 1985, mais la suite prévisible de ce qui devait arriver ». Se positionnant, il indique: « Ce document d'orientation me convient. S'il devait étre modifié, je ne pourrais qu'être en désaccord. »

Paradoxe de ce congrès, seuls les porte-parole socialistes défendent le document en l'état. C'est ce que fera Gérard Gaume le lendemain.

Traçant un bilan plus réaliste de la CGT, il expliquera également, au vu des « demandes d'amendements au congrès », ce qui le conduirait « à ne pas voter le document ainsi refondu », s'il devait être modifié.

Michèle Garo, dont l'intervention fut résumée dans l'Humanité et assassinée dans le Monde (ce que sont les temps modernes...), au nom de son syndicat de l'INSEE, rappela ce que le délégué au 41° Congrès avait réclamé : « Il ne suffit pas de dire que l'intervention des travailleurs sera décisive (...) il faut la susciter concrètement. » Ce qui lui permet d'affirmer que « parallèlement, nous avons dans cette période contribué à semer des illusions sur le gouvernement en affirmant du haut du 41e Congrès que ce n'était plus un adversaire mais un partenaire. » Reintroduisant la perspective de 1986, disparue des propos officiels, elle indique : « Notre congrès

se tient à la veille de mars 1986. Certains annoncent déjà la couleur. M. Toubon par exemple... A ce propos, nous nous étonnons du silence de notre confédération face à ces déclarations. N'y a-t-il rien à dire contre cela? (...) De même suite aux parades de Le Pen à la télé... »

11



Le mode d'emploi du secrétaire général

Le rapport d'Henri Krasucki offre une lecture particulière d'un document d'orientation qui ne devait surtout trancher sur rien d'essentiel. En quelque sorte, la longue introduction du secrétaire général est un mode d'emploi.

A l'egard du gouvernement, foin des phrases balancees, melant le positif et le negatif. « Le mot changement est devenu dérisoire (...) Quatre ans et demi plus tard, c'est l'inverse qui se produit. Point par point et sur toute la ligne », expliquera-t-il en guise de bilan. L'attitude à prendre est donc : « Nous critiquons le gouvernement non pour ce qu'il est mais pour ce qu'il fait. Quelle que soit sa couleur politique (...) nous manquerions à notre indépendance si nous le faisions pas. » Ainsi, des les premières minutes, Henri Krasucki reprend à son compte l'idee repetée dans les tribunes de discussion, selon laquelle rien n'est plus urgent que de faire la clarté.

Dans la même veine, à propos des « rapports entre syndicats et partis politiques », Henri Krasucki affirme qu' « il est normal que se manifestent des convergences et des divergences (...) La CGT n'a à se justifier ni pour les convergences ni pour les divergences qui se manifestent entre ses positions et celle de toute autre formation. Elle en prend

acte ». Faire la clarté, une nouvelle fois, entre le gouvernement socialiste et les positions d'un autre grand parti politique de gauche, voilà qui est allégrement décidé.

Henri Krasucki solde le bilan de la CGT de manière tout aussi lapidaire. Pour chercher les voies d'un redressement, encore faut-il reconnaître les erreurs, les carences, la mauvaise sante de la centrale de Montreuil. Ce que son secrétaire general n'a fait d'aucune manière.

«Il est permis de dire que son action [celle de la CGT] a été fidèle au mandat fixé par le 41^e Congrès. » La CGT n'a pas traverse le moindre problème depuis le 10 mai 1981, et son attitude à l'égard de la coalition gouvernementale PS-PC fut sans tache, puisque Henri Krasucki n'y consacre même pas une parole dans son discours de trois heures

Il faudra attendre l'extrème fin de la prestation oratoire du dirigeant numero un pour qu'au détour d'une phrase, l'aveuglante vérité



soit évoquée, fugacement : « La baisse du nombre d'adhérents est une réalité. » Autre concession, la Vie ouvrière et Antoinette subissent des « tirages anormaux ».

Traditionnellement, depuis le 40° Congrès de décembre 1978, il était de bon ton de mentionner les problèmes de fonctionnement. Si Henri

Krasucki a sacrifie à la tradition, en làchant que « la bureaucratie, ça n'arrive pas qu'aux autres », l'affaire fut vite enlevée.

Réaffirmant que « chacun a droit à la parole (...) être en désaccord et l'exprimer publiquement s'il le veut », rappelant que « notre règle de vie est le fédéralisme et nous y tenons », il évoqua « un mode de vie nouveau que nos organisations doivent adopter ». Mais audacieux, novateur et conquerant, ces épithètes du 40° Congrès appartiennent au patrimoine de l'histoire de la CGT, gère par Georges Seguy.

Avec insistance, le rapporteur du bureau confédéral condamna à plusieurs reprises le recul que constituerait la flexibilité si elle devait se généraliser. Il établit un parallèle entre ce recul et les sources historiques du syndicalisme de classe que représente la CGT. Tout cela debouchat-il sur de vastes perspectives de mobilisation, de recomposition d'un rapport de forces favorable aux travailleurs? Pas plus à ce niveau syndical qu'au niveau politique, l'horizon ne se détache vraiment derrière le slogan mis en exergue: « Les dégats ça suffit. Pour faire du neuf, s'organiser CGT et lutter. »

L'introduction du secretaire general fut donc entièrement adressée à l'intérieur de la CGT, aux différentes sensibilités pour leur montrer où se trouvait dorenavant le point d'équilibre. S'exprimant de la sorte, il appelait de ses vœux des interventions de délégués, qui interprétèrent à juste titre le discours comme un feu vert pour rectifier dans le sens antisocialiste le document d'orientation.

Jean Lantier

« Le droit de choisir »



La rencontre des lieux et initiatives de femmes qui se déroulera les 7 et 8 décembre à Châtenay-Malabry sera l'occasion de confronter les expériences de centaines d'associations féminines et féministes, et de mener des discussions autour de questions cruciales pour les femmes aujourd'hui. Le droit à la libre disposition de leur corps.

Des milliers de femmes echouent encore dans les cliniques anglaises, parce qu'elles ont dépassé le délai autorisé de dix semaines ou bien parce qu'elles sont mineures ou étrangères. Or, ce n'est pas par étourderie féminine (!) que certaines dépassent le délai légal, mais suite a une mauvaise information, ou à un changement imprévu dans leur situation affective. familiale ou économique. En d'autres termes, celles à qui I'on refuse I'IVG sont celles qui subissent dejà la situation la plus difficile.

La loi de 1979 reste donc discriminatoire, le droit des femmes à décider de leur maternité par le libre recours à l'IVG n'est pas reconnu de A à Z, loin s'en faut. Pire, l'article 317 du Code penal toujours en vigueur représente une menace permanente pour ceux qui pratiqueraient illegalement des avortements.

Alors que cette loi est partielle, elle fait l'objet de declarations fracassantes de certains leaders de l'opposition, qui revent d'une machine à remonter le temps, pour supprimer l'IVG et même l'accès libre à la contraception. Le Figaro-Magazine s'est fait, depuis plusieurs années maintenant, le chantre de cet ordre moral, selon lequel le déclin démographique « des pays occidentaux de race blanche » est provoque par l'usage abusif de la contraception et la dépénalisation (pourtant relative) de l'avortement. Le ra-

cisme et le sexisme font bon menage au cours de ces demonstrations.

Au nom de la défense de la famille, cette droite-là dénonçait hier la campagne d'information que le ministère avait promu à propos de la contraception, elle lutte contre le remboursement de l'avortement et elle préconise un salaire maternel pour les mères au foyer, une politique familiale d'aide au troisième enfant et la revalorisation du mariage par des mesures fiscales adaptées. Comme on l'aura remarque, helas, les journalistes du Fig-Mag ne prêchent pas dans le désert. La gauche au pouvoir avec l'adoption notamment du Plan famille a déjà légitimé une partie du programme de la droite.

La rencontre des lieux de femmes des 7 et 8 décembre doit être l'occasion d'analyser ensemble les limites de la loi, de mesurer les obstacles concrets à son application et d'estimer collectivement l'ampleur des menaces qui pesent dans ce domaine sur les femmes : sur la base de cette analyse prealable, la rencontre pourta à la fois communes et déterminer les batailles qu'il faudrait mener pour défendre « le droit de choisir ». C'est un objectif ambitieux, mais à la mesure des défis auxquels les femmes sont aujourd'hui confrontées.

Natacha Brink



VIENT DE PARAITRE



Un reportage sur la rencontre régionale de Nantes, de préparation à la rencontre nationale des 7 et 8 décembre. Un dossier, « Pas de bonnes fees pour Cendrillon », dans la perspective des élections de 1986, à la fois à propos du programme de la droite, 'et sur un bilan du gouvernement du point de vue des femmes. Avec un « bilan mitigé de l'IVG », « Le sexe comme critère d'orienta-

tion » a Lecole, et Lapplication de « l'égalité professionnelle à la sauce Moulinex », et la question des creches, celles qui ont été promises, et celles qui existent. Des articles sur le Nicaragua, l'Afrique du Sud, le jazz et les femmes, et les grandes dames de la littérature. Un numero à diffuser, et à dévorer! Passez vos commandes: PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Mon-

Les nouveaux croisés

Depuis plusieurs mois, le court métrage du professeur Nathanson « le Cri silencieux » a relancé les campagnes anti-avortement. « Laissez-les-vivre » le présente « comme un élément important dans la lutte pour le respect de la vie ». Une projection-débat avait été organisée à Paris, à la fin octobre, à l'appel d'Associations catholiques, de SOS-futures mères et de l'Association mondiale des amis de l'enfance. Le 8 novembre, à Pau, ce fut le « Centre international pour la vie » de Lourdes « situé près du cachot de Bernadette » (sic) qui organisa une soirée du même type sur le thème « Agir pour la vie ».

montre un prétendu fœtus de dix semaines éprouvé par la douleur lors de l'avortement. L'affirmation pseudo-scientifique du réalisateur ne repose sur aucun fondement. « La malhonnéteté et la supercherie sont les seuls instruments du docteur Nathanson et de ses comparses qui jouent sur le choc émotionnel produit par le document filmé pour mieux tromper les gens'... >> Le monceau d'inepties qui

fut deverse au cours de cette soiree sur « l'ame du fætus », ses sensations, ses sentiments des la conception n'est pas digne d'intérêt. Par contre, il convient d'observer ceux qui menent la croisade anti-IVG. Le coktail est significatif : des catholiques intégristes et en soutane aux militants du

Le film le Cri silencieux | Front national, en passant par l'Union syndicale des medecins respectant la vie humaine (USMRV) et l'Association pour l'objection de conscience à toute participaà l'avortement (AOCPA). Ce n'est par consequent pas par le plus grand des hasards qu'aux portes de la salle fut distribue un appel à une soirée en faveur des chrétiens du Liban, organisée autour d'un des dirigeants du Front national, Romain Ma-

La prose que chacune de ces officines offre gracieusement au public donne un aperçu de leur philosophie. L'AOCPA par exemple diffuse un « manifeste des contribuables » qui appelle à refuser de participer au remboursement de l'avortement

en soustrayant 1/1150e du montant de son impôt. Quel est son argument? Le même que Nathanson: « L'avortement provoqué est une atteinte à la vie d'un enfant à naître. »

Jean Foyer fait distribuer, sous forme de tract, ses articles vieux de cinq ans, quand il ne peut pas venir les déclamer de vive voix à la tribune. La loi sur l'IVG constitue « une des révolutions les plus colossales qui se soient jamais produites, l'une des plus graves sans doute, car elle est simplement suicidaire pour la nation française ». Rien que cela! Monsieur Foyer, même dans ses propos immortels n'aime pas la nuance. Vive les bebes sans tête de problème metaphysique, mais blanc, made in France, je vous en

Seulement cette exigence aboutit pour certains à un paradoxe. «La campagne antipopulationniste a eu de forts médiocres résultats dans les pays pauvres et surpeuples »; mais « par effet boomerang » elle a eu des effets démographiques dévastateurs dans les pays riches. Donc il dénoncent les campagnes antinatalistes dans le tiers monde « imposées par les tout puissants financiers entrepreneurs ». Une femme reste une femme, où qu'elle vive sur la planète. Elle doit assumer son seul destin, la maternité.

La loi selon Foyer, qui

alors refait l'unanimité « facilite au nom d'une prétendue libération de la femme » la possibilité pour cette dernière d'avoir des rapports sexuels sans risque de maternité. Tout ce qui concerne le choix des femmes et leur droit à disposer librement de leur corps bafoue.

L'Eglise catholique enfin apporte sa contribution à cet edifice anti-avortement. Elle dénonce la dissociation de la fécondité et de l'amour conjugal qui désintègre le couple et la cellule familiale, ce qui entraîne « la désintégration des personnes et l'éclatement de la société ». De ce côté aussi, on ne fait pas dans la dentelle. Le vieil ordre moral a retrouve ses défenseurs à

Il faut reagir à ce genre d'initiatives ; elles vont faire le tour du pays. La contrepublicité autour de cette manifestation dans la presse et les radios locales par le MFPF et les interventions au cours même du débat ont gene ces nostalgiques de la loi de 1920. Leur hargne et le débat écourté d'une bonne heure par les organisateurs eux-memes ont montre comment ils sont desarmes devant la contradiction et la mise à nu de leurs mensonges et déformations.

Natacha Brink et notre correspondant de Pau 1. Communique du MFPF du 25

SOMMET DE GENEVE

Symboles et enjeux

Reagan et Gorbatchev avaient osé tout dire avant leur rencontre sur la « portée historique » de l'événement, et l'ampleur des enjeux en discussion. A l'issue de six heures de tête à tête, les deux Grands n'ont publié qu'un maigre communiqué commun sans « aucun accord concret majeur ».

Si leur rencontre en elle-même constitue un infléchissement de leurs relations, c'est qu'elle ouvre le champ du possible en ce qui concerne une maîtrise de la politique de négociations. Après Genève, deux questions se posent légitimement : pourquoi se sont-ils rencontrés, et pourquoi le résultat de leur rencontre a-t-il été aussi inconsistant?

Pour l'un comme pour l'autre, les enjeux de Genève résidaient d'abord dans le spectacle qu'ils allaient offrir à leurs concitoyens et au monde entier. Reagan voulait à la fois s'affirmer comme le chef de file unique et incontesté de l'Occident et prendre un nouveau « look » relativement pacifiste et ouvert. Gorbatchev, de manière symétrique, tenait à apparaître aux yeux de ses alliés du Pacte de Varsovie comme le véritable leader, et pour cela il avait besoin de se tailler une cote internationale.

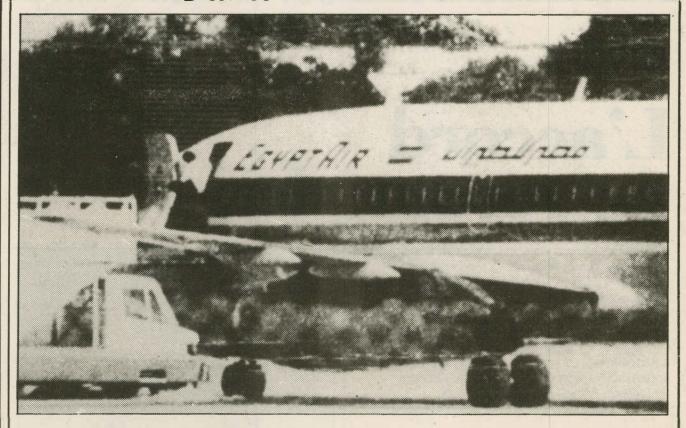
Mais Reagan et Gorbatchev ne se sont pas seulement rencontrés pour les flashes des quatre mille journalistes qui les accompagnaient. L'un et l'autre font face à des contradictions à l'intérieur de leurs pays. Les Etats-Unis connaissent à l'heure actuelle le plus grand déficit public de l'histoire financière américaine. Le déséquilibre du budget a atteint un point critique qui interdit tout attentisme. Le Congrès est devenu le champ clos d'un débat où s'affrontent les partisans de la poursuite du rêve reaganien de la « guerre des étoiles » version 1983, et ceux qui estiment qu'il est temps de couper sérieusement les budgets militaires, de revenir à plus d'orthodoxie économique et de faire baisser les tensions internationales. Les débats entre Weinberger et Schultz traduisent ces divergences.

En Union soviétique, une réforme économique de grande ampleur apparaît comme le seul moyen de sortir du marasme actuel. Et aux yeux de la bureaucratie au pouvoir, une des conditions pour la mise en application d'une telle réforme réside dans la modernisation de l'économie, par exemple par l'injection massive de l'outil informatique. Cet objectif exige une réduction significative des budgets consacrés à la course aux armements.

La conjonction entre ces contradictions que les deux Grands doivent surmonter explique l'actualité de leur rencontre. Pour chacun d'eux, la reprise du dialogue qui permettrait de déboucher sur une plus grande maîtrise des dépenses d'armement est souhaitable. Mais si Genève ne fut qu'un acte symbolique sur la voie d'un retour à la normale, c'est qu'ils sont tous les deux prisonniers, les représentants de deux systèmes qui ont mené depuis des décennies cette course aux armements, et qu'ils ne peuvent feindre d'ignorer les lobbies économiques et militaires concernés.

Il n'en reste pas moins que l'ouverture du dialogue à Genève ouvre une nouvelle phase des relations soviéto-américaines. Même symbolique l'amorce de ce retour à la normale élargit le champ du possible. C'est à cette évolution-là que Gorbatchev et Reagan ont été contraints.

Natacha Brink



LE DETOURNEMENT DU BOEING D'EGYPT AIR

Impasse sanglante

Un détournement d'avion qui se termine dans un bain de sang après une intervention égyptienne menée avec la plus extrême des brutalités. L'affaire du Boeing d'Egypt Air marque un degré supplémentaire dans l'impasse politique de certains courants.

Le dixième détournement de l'année s'est acheve dans un carnage. Au moins cinquante personnes sont mortes après l'assaut mene par les troupes d'élite égyptiennes contre le boeing d'Egypt Air stationne à Malte.

Les membres de l'organisation Révolution egyptienne, qui a renvendique le détournement, n'ont pas avance d'autres exigences que le plein en carburant et l'intention de se rendre soit en Tunisie, soit en Libye. Ces deux pays ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'inten-tion d'accueillir l'avion détourne.

Pas de revendication de libération de prisonniers ou de satisfaction de telle ou telle exigence politique. Les auteurs du détournement ont emporte, dans la tombe, le but precis de leur operation, si elle en avait un.

Leur détermination, allant jusqu'au suicide, le massacre délibéré auquel ils se sont livres, s'inscrit dans la spirale ascendante de la violence au Proche-Orient.

L'escalade

Si le détournement d'un avion de la TWA, en juin dernier à Beyrouth, largement pris en charge par les milices chiites autant que par le comando de pirates, n'avait fait qu'un mort - un plongeur de la marine américaine - les evenements allaient s'affoler en trois semaines entre le 25 septembre et le 11 octobre.

Ce 25 septembre, un commando palestinien se revendiquant de la Force 17 (unité d'élite de l'OLP, chargée de la protection de ses voilier dans le port chypriote de Lanarca. Le commando se rendait finalement après avoir execute les trois occupants israeliens du bateau qu'ils accusaient d'être des agents des services secrets.

Le lendemain, l'aviation israélienne se livre à un raid de représailles dans la plaine libanaise de la Bekaa contre une base de dissidents de l'OLP. En fait, ce jour-là, se tient une reunion restreinte du cabinet israelien qui decide d'une opération de bien plus grande envergure.

Celle-ci est menée, le 1e octobre, au terme d'un raid de 2500 kilomètres des chasseurs-bombardiers israeliens, secondes par la logistique américaine en Méditerranée. L'objectif, le quartier général de l'OLP situé à quelques kilomètres de Tunis, est rase. Sous les décombres. soixante-treize tues, dont treize Tunisiens, et des dizaines de blesses. Ces derniers lestine s'empare au large des ont ete souvent « oublies » par les commentateurs plus quebot italien, l'Achilleprompts à admirer la nouvelle prouesse technique des Israeliens.

La colère nationaliste.

La démonstration de force des dirigeants de Jérusalem qui affirment pouvoir frapper n'importe où en Méditerranee, fait d'une pierre deux coups. Elle sert d'avertissement aux pays arabes soutenant d'une façon ou d'une autre la resistance palestinienne - et la leçon est surtout destinée à la Jordanie et en même temps, elle vise à affaiblir, encore, les positions de Yasser Arafat.

Depuis l'exil de Beyrouth, dirigeants) s'emparait d'un puis de Tripoli en 1982, qui

avait vu le point culminant des affrontements entre dissidents et loyalistes à la direction Arafat, l'unité de l'organisation de libération de la Palestine apparait précaire à l'extérieur des territoires occupes par Israël, contrairement à l'intérieur de ceux-ci où le soutien au leader palestinien demeure largement partage.

Cependant l'agression israélienne, condamnée par la communauté juive de Tunisie, va exacerber le sentiment nationaliste et la colère dans les pays arabes. Le 5 octobre, quatre jours après le raid sur Tunis, sept touristes israéliens visitant le Sinaï sont tues par un soldat egyptien « devenu fou », selon la version des autorités du Caire. Le même jour, un couple est retrouve assassine, pres de Jérusalem. Le 8 octobre, un policier tunisien « en proie à une crise subite de démence » ouvre le feu près d'une synagogue à Djerba faisant trois morts et plusieurs blesses. juifs et musulmans. Gestes isoles de desesperes ou signal que quelque chose est en train de basculer?

La réponse est reléguée à l'arrière-plan lorsque le 7 octobre un commando du Front de libération de la Pacôtes egyptiennes d'un pa-Lauro. C'est la branche dirigee par Abul Abbas, partisan d'Arafat qui est à l'origine de ce détournement qui fera un mort. Les deux autres fractions, pro-syrienne et pro-libyenne, nient leur participation.

Bons et mauvais terroristes

Lorsque le commando debarque en Egypte, à l'issue de la prise d'otages, il est acclame par la population. La colere n'en sera que plus grande lorsque, le 11 octobre, le boeing d'Egypt Air qui les conduit vers la Tunisie est intercepte par l'aviation américaine et contraint de se poser en Sicile. Là, les trou-

pes italiennes ont toutes les peines du monde à empêcher les hommes de la force Delta americaine de s'emparer d'eux, ce qui provoque une mini-crise entre Rome et Washington. Le président egyptien, Moubarak, pourtant allie des Etas-Unis, est contraint de protester, tant l'indignation est grande en Egypte.

detournement week-end du boeing d'Egypt Air intervient donc dans la logique de ces actions plus ou moins suicidaires, desesperées, dirigées contre Israël et son protecteur américain, ainsi que ses allies.

Alors que la direction de l'OLP avait jusqu'au debut des années soixante-dix revendique une serie d'operations, parfois meurtrières, comme lors des jeux de Münich en 1972, elle a condamne sans reserves l'action du commando de Révolution egyptienne, probablement inspire par la Libye.

La dégradation des positions militaires de la resistance palestienne dans la région et en premier lieu au Liban conduit certains secteurs dans une impasse politique: celle d'une violence incapable de renverser les rapports de forces existants. Même si cette violence suscite une sympathie aux yeux des secteurs désireux de combattre l'impuissance à contrer les maœuvres américano-israeliennes. elle n'est est pas moins un substitut à la mobilisation des masses palestiniennes, en Palestine même, dans les territoires occupés. Et le racisme, le fanatisme dont font preuve les auteurs de cette violence discréditent la cause qu'ils pretendent incarner.

Mais ce jugement critique n'a rien du cynisme de ceux qui s'empressent de condamner le terrorisme, pourvu que celui-ci ne soit pas le fait de ceux qui ont coule le Rainbow-Warrior, de ceux qui ont détourné vers l'Italie l'avion transportant le commando du FLP ou de ceux qui financent les bandes de la contra en Amérique centrale.

Jean-Jacques Laredo

IRLANDE

L'accord ne résout rien

Londres et Dublin viennent de signer un accord concernant l'Ulster, c'est-à-dire les six comtés de l'Irlande du Nord. Il repousse comme non conforme aux vœux de la majorité la perspective d'une réunification de l'Irlande. Qualifié par certains d'historique — y compris par le gouvernement américain — il est combattu tant par les organisations protestantes que par le mouvement républicain. Alors, peut-il durer ?

Depuis 1972, année inaugurée par ce « dimanche sanglant » de Londonderry, où les troupes britanniques massacrent treize manifestants catholiques, Londres administrait directement l'Irlande du Nord. Irlande du Nord, colonisée depuis le début du xvII^e siècle, par la couronne britannique qui y a poursuivi une politique d'implantation de colons écossais et anglais,

ce qui a eu pour effet d'y rendre la population irlandaise catholique.

Au cours des dix-sept dernières années de guerre — car c'est le terme qu'il faut employer — 2 500 personnes sont mortes.

Dans cette Irlande du Nord, frappée par un chômage massif (21,8 % de la population), les catholiques connaissent une discrimina-



Une Land Rover de l'armée britannique devant l'Hôtel de ville de

Residence day compating our l'annue de la compating pour l'annue de la compating de la compati

N'oubliez pas



Le journal publié par les militants turcs et kurdes de la IVe Internationale en Europe est paru. Son but : être un instrument de contact et de relation avec l'immigration turque et kurde.

Il reprend des articles et des informations de la presse de l'Internationale. Notamment au sommaire de ce numéro : des articles sur la RFA, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Afrique du Sud.

tion économique et sociale. Sur les dix-sept députés de l'Ulster au Parlement britannique, quinze sont protestants. Les forces de sécurité d'Ulster sont majoritairement, quand ce n'est pas presque exclusivement pour certains régiments, protestantes. Quoi de surprenant alors, à ce qu'elles aient une fâcheuse tendance à avoir la main lourde quand il s'agit de réprimer les manifestations

catholiques?

L'accord signe par Margaret Thatcher et Garrett Fitz-Gerald est tout à l'avantage de la Grande-Bretagne. Il n'a rien d'historique et un officiel britannique faisait la remarque suivante: « C'est un accord modeste, très modeste en vérité. S'il était plus modeste on pourrait à peine appeler ça un accord. »

De fait, le texte fait entériner par les autorités de l'Eire (l'Irlande du Sud) le droit de Londres à faire la loi en Irlande du Nord. La Conférence intergouvernementale qui siègera à Belfast aura autorité sur le système électoral, la sécurité, la sécurité des frontières et la justice.

L'objectif du Premier ministre irlandais était d'arracher la population catholique a l'influence du mouvement republicain, de l'IRA, et son aile politique le Sinn Fein. Il n'a entraîne dans son sillage que la direction du Parti travailliste social-democrate (SDLP), emanation des classes moyennes. Les republicains sont bien decides à ne pas baisser les bras face à ces nouvelles attaques.

Dans le camp des ultras

Dans le camp des ultras protestants, l'unité s'est réalisée entre la formation du pasteur lan Paisley, le Parti démocratique unioniste et le Parti unioniste d'Ulster, qui compte parmi ses députés la figure de proue de l'extrême droite raciste, Enoch Powell. Pour les Unionistes, Thatcher commet une trahison en remettant en cause une parcelle de l'autorité britannique sur l'Irlande du Nord, partie intégrante, selon eux, de la Grande-Bretagne.

Déjà en 1974, une grève générale de la population protestante avait paralysé les industries et fait capoter l'accord Sunningdale, prévoyant un partage du pouvoir entre protestants et catholiques. Qui peut dire aujourd'hui ce que durera cet accord.

Jean-Jacques Laredo

POLOGNE

Parmi les deux soixante-sept prisonniers libéres à l'occasion de la nomination du general Jaruzelski au poste de président du Conseil d'Etat (présidence collective), soixante-quinze étaient des prisonniers politiques, selon l'agence polonaise PAP. Autant dire que les mesures de grâce traditionnelles, lors des changements à la tête de l'Etat, ont été cette fois-ci des plus limitées. En effet, les prisons polonaises sont pleines: on compte plus de trois cents prisonniers pour cent mille habitants et il y avait, debut novembre, près de quatre cent cinquante prisonniers politi-

Le régime n'entend donc pas procéder à une quelconque libéralisation. Le jour même où le Conseil d'Etat annonçait la « clémence ». Lech Walesa était convoqué par la police dans le cadre d'une enquête pour « diffamation des commissions électorales devant les journalistes étrangers ». Lech Walesa avait, en effet, communiqué des estimations de participation électorale inférieures au bilan officiel des « élections » de la Diéte du 13 octobre dernier. En même temps, on apprenait la mort d'un étudiant de Gdansk, Marcin Antonowicz, arrêté et massacre par la police, le 19 octobre dernier. Abandonne dans la rue par ses bourreaux, il est mort deux semaines après à l'hôpital d'Olsztyn, sans avoir repris connaissance. Enfin, le porte-parole du gouvernement polonais a rappele qu'il n'était pas question de libérer les plus connus des prisonniers politiques: Wladylaw Frasyniuk, Bodgan Lis (tous deux anciens membres de la direction clandestine de Solidarnosc) et Adam Michnik (ancien membre du KOR).

Image de la justice de la Pologne « populaire » : le 19 novembre, un juriste oppositionnel, Antoni Lenkiewicz, a été victime d'une crise cardiaque durant son procès à Wroclaw. Il était accuse notamment « d'utilisation de force » contre les policiers. Le tribunal n'avait pas jugé bon de reporter le procès malgre l'état de santé de l'accusé...

Mais le régime ne se limite pas à la seule répression des opposants. Les droits communs sont, eux aussi, très durement frappes, au nom de l'idéologie sécuritaire que développe le régime. Des peines de prison particulièrement dures sont requises contre les petits délinquants : dix ans de prison pour deux petits récidivistes qui se sont introduits par effraction dans un internat pour piquer quelques draps! La philosophie de la justice en Pologne est, selon l'un des juristes les plus renommés en Pologne. le professeur Falandysz, que l'Etat doit être défendu contre les citoyens et non les citoyens contre l'Etat.

KOWEIT

Un émirat sans despotisme?

Eh oui, ça existe. Jean Gueyras, journaliste au *Monde*, l'a rencontré, au Koweit (voir ce quotidien, du 26 novembre).

Seuls, dans cette region troublee par la guerre du Golfe, les Koweitiens cultivent amoureusement la démocratie parlementaire. Notre journaliste est tellement emu qu'il consacre deux pages pleines de son journal à cette découverte.

Objectivité oblige, il signale quand même les limites de cette bienheureuse démocratie : sur 1 700 000 habitants, on ne compte que 57 000 électeurs : 3,5 % de la population! Les femmes sont écartées du vote, les « citoyens de deuxième zone » aussi (ce sont, parmi les non-autochtones majoritaires, ceux qui, naturalisés, n'obtiennent le droit de vote que... vingt ans après!) Qui plus est est, le Parlement peut à tout moment être renvoyé par la famille regnante.

Cela n'empêche pas Le Monde de titrer : « Ces princes du pétrole qui osent être démocrates ». Il est vrai qu'avec 10 % des réserves mondiales de pétrole, ils peuvent bien se payer cette démocratie-là!

Le Cercle d'études marxistes sur l'Amérique latine « Jose Carlos Mariategui » organise un débat sur la dette économique et ses relations avec la crise mondiale, anime par Pierre Salama et Gilbert Mathias.

Cette réunion se tiendra le 11 décembre, à 19 heures, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro Alexandre-Dumas).





Le Fond de la mémoire est rouge (1984)

Matta à Beaubourg

« Mon opinion est qu'il ne s'agit pas seulement d'être avec la révolution, mais d'être révolutionnaire, ce qui implique évidemment d'être libre ou de lutter, en conséquence, pour atteindre la liberté. Comme les peuples se libèrent grâce à la lutte contre l'oppression politique et économique, les individus ne peuvent se libérer que grâce à la lutte contre leurs tyrans internes : l'hypocrisie et la peur. » Matta.

Matta a soixante-quatorze ans. Celui dont on a dit qu'il était le peintre le plus profond de sa géneration a droit à sa première grande rétrospective à Paris; plus de deux cent œuvres à Beaubourg jusqu'à la mi-décembre.

D'ascendance basque, il naît au Chili en 1911. Architecte de formation, il s'installe à Paris et entre dans l'atelier de Le Corbusier qui voulait construire des cités radieuses. Très vite, il y aura desaccord entre eux; Matta se préoccupe de ce qui est dans l'habitat, il ne veut pas faire de l'emballage..

En 1938, il participe à Paris à l'exposition internationale du surréalisme. Il restera toujours fidèle à la définition d'origine : chercher davantage la réalité.

A.Breton dira que sa première et plus portante contribution à la peinture surréa liste a été la découverte de régions de l'espace étrangères jusqu'alors au registre de l'art. Matta possède un automatisme du geste, direct, foudroyant qui exercera une enorme influence sur la peinture nord-américaine moderne.

En 1941, il voyage au Mexique, il découvre soleil, volcans et tremblements de terre : toutes choses qui deviendront essentielles dans sa peinture.

Le choc de la guerre, la découverte des camps de concentration et de la torture provoquent chez lui une nouvelle prise de conscience, il passe à une vision sociale de l'univers. Il veut devenir cartographe de l'espace social; totalement présent dans la vie, le réel et l'histoire qui va l'obliger à aborder constamment les affrontements politiques, sociaux

Les dogmes haïs

Après l'hécatombe et les massacres, des personnages envahissent son œuvre, désirant, réponse à l'holocauste. Il peint de vastes espaces de conflagration, d'exploitation ou de dénonciation de la guerre, de la torture, de la dictature, de l'injustice.

Matta attache une grande importance aux titres de ses œuvres. Il peint en 1945 : « Etre avec »; en 1947 : « le Pélerin du doute »; en 1948 : « les Témoins de l'univers ». En 1951 ce sera « les Roses sont belles », un hommage aux Rosenberg assassines; en 1957, pendant la guerre d'Algérie, « la Question »; en 1966 Burn, baby burn » pour le Vietnam. Tout ca n'a strictement rien à voir avec le nauséabond et dogmatique réalisme socialiste.

Matta hait les dogmes ; il affirme que c'est dans le geste révolutionnaire même qu'il y a harmonie. Pour lui, le rôle de l'artiste est de fournir des images pour mieux comprendre la vie, il veut un art qui soit à la disposition de chacun, un art qui aide à se reconnaître, à se développer. La peinture doit être un moyen de lucidité, de saisie du réel, elle n'a pas pour but l'ornement ou la décoration. Elle doit élargir la vision.

Son but est de découvrir le fonctionnement reel de la pensee en perpetuel mouvement : il montre, dans ses œuvres, generalement de très grande dimension, des mutations de rapports, des états de tension, d'angoisse ou de désir. Pour lui, nous habitons plus dans le temps que dans l'espace, il veut rendre sensible ce voyage dans le temps où l'homme est perpetuellement bombarde par le reel, il rend compte d'une croissance plus que d'un paysage, il cree une architecture du temps qui serait aussi une géographie de la société. « 11 faudrait voir l'espace social, dresser une première carte des navigations sociales dans l'océan économique », écrit-il.

La liberté, une statue?

Matta propose un espace qui suggère à la fois le cosmos et les recoins obscurs de l'esprit, le monde intérieur qu'il révèle constitue aussi le monde exterieur : micro-camera du scanner explorant le cerveau et vaisseau cosmique. Léonard de Vinci nous révélait l'anatomie des corps, Matta nous révèle celle de notre imaginaire. Sa peinture est faite d'espace transparent où tout a l'air de se mouvoir dans un monde profond et sans pesanteur, tout est en suspens, donne une impression de légèreté, d'harmonie dans les couleurs et les formes et tout exprime aussi violence et sexualité déchainées

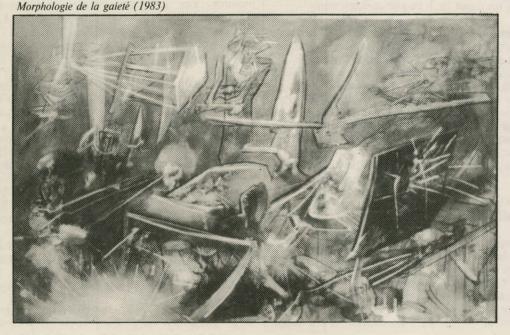
Il a inventé un nouvel espace qui s'écoule comme le temps, que l'on retrouve aujourd'hui dans les films de science-fiction, en même temps, ses œuvres sont aussi très proches de celles des artistes primitifs de la Nouvelle-Irlande en Oceanie. Chez lui, le tableau n'est pas « encadre » c'est l'univers qui est le support et il appréhende parfaitement tous les signes et toutes les structures des sociétés industrielles et de la technologie qui leur correspond.

Matta a depuis longtemps choisi son camp, il peint « pour que la liberté ne se change jamais plus en statue ». « L'artiste doit, dit-il, travailler pour récupérer sa dignité avec tous les humiliés et exploités dans ce monde qu'on peut réduire à ceux qui humilient et ceux qui enthousiasment. »

Pour lui, rater les autres c'est rater sa vie. En 1982, il fonde à Cuba le musée de l'art de l'homme latino-africain en faisant don de nombreuses sculptures africaines. En 1968, son exposition parisienne intitulée: « L'espace de l'espèce » est rapidement transférée dans l'usine Nord Aviation occupée... C'était au cours d'un beau mois de mai. D'ailleurs, pour Matta, la plus belle chose du monde ce sera... « le travail gratuit, hors de la contrainte du salariat ».

Interviewe, il y a une vingtaine d'années, dans les Lettres françaises, le journal d'Aragon, Matta racontait: «L'honni aveuglant: c'est l'idée d'un personnage qui existe dans les histoires et dans toutes sortes de situations, il est détesté et en même temps, on ne peut pas se passer de lui. Par exemple, Marat dans la Révolution française et Trotsky dans la Révolution russe. Ce sont des êtres qui, même exclus, continuent d'aveugler, rendent apparamment la vie difficile puisqu'ils veulent inquiéter, mais c'est pour qu'elle soit plus claire, plus lucide, plus belle ». Telle est aussi la peinture de Matta. Et, nous souvenir toujours du titre d'une de ses toutes dernières œuvres : « Le fond de la mémoire est rouge ».

Alexis Violet



Un métallo au Nicaragua

Claude Cagnard, cinquante-huit ans, est une figure du mouvement ouvrier caennais. Après avoir milité à la CGT, il adhère à la CFTC après la guerre. Il construira ce syndicat en lien avec la minorité « Reconstruction ». Militant anticolonialiste, pendant la guerre d'Algérie, il deviendra membre de l'union régionale de la CFDT Basse-Normandie, puis son secrétaire régional jusqu'en 1974. Préretraité de la Société métallurgique de Normandie (une des principales boîtes de la région), il vient de passer trois mois comme mécanicien au Nicaragua.

De notre correspondant

☐ Qu'est-ce qui a fait qu'un militant comme toi se soit rendu au Nicaragua?

Peu d'ouvriers entreprennent de telles démarches. Mais il faut dire que peu sont disponibles. Je l'étais et n'ayant pas de problèmes familiaux j'ai pu entreprendre cette action de solidarité.

La révolution nicaraguayenne m'a interpellé à cause de son caractère populaire et des espoirs qu'elle représente pour les pays de cette région du monde. J'ai donc saisi l'occasion de la brigade pour aller faire un tour là-bas, y partager le travail et pouvoir témoigner ensuite de façon plus efficace.

☐ Pendant ces trois mois, qu'as-tu fait et qu'est-ce qui t'as le plus marqué, dans ta vie quotidienne, là-bas?

J'ai d'abord participé au boulot avec la brigade normande à Corinto : la construction de maisons pour les populations qui se situent dans les secteurs stratégiques ou insalubres. Pour ma part, j'ai pu ensuite prolonger mon séjour. J'ai touché d'assez près la vie des travailleurs de l'in-

J'ai retrouvé une ambiance de travailleurs au boulot, dans un atelier où l'on faisait un métier proche de celui que j'ai toujours pratiqué. J'ai retrouvé certains problèmes concrets, notamment des oppositions entre différentes catégories de travailleurs. J'y ai même vécu un conflit qui est allé jusqu'à la grève.

Je vivais dans une famille ouvrière, dans un quartier où j'ai pu m'intégrer, participer aux différentes structures. Pour ce qui est de la vie quotidienne, alimentation, etc. j'ai été agréablement surpris. Bien sûr, il y a du marché noir, celui toléré officiellement, c'est-à-dire les commerces où les bourgeois (il y en a!) peuvent acheter au prix fort des produits inaccessibles aux masses, pour moi, c'est du marché noir. Bien sûr, il y a un peu de trafic de dollars, surtout à Managua. Mais à côté de cela, les coopératives, les magasins d'entreprises proposent des biens élémentaires à des prix 30 à 70 % moins chers que dans le commerce

habituel. A mon avis, mais je ne peux être catégorique, il n'y a pas de manque criant, de misère absolue, surtout en milieu urbain. Je pense qu'à la campagne ce doit être plus

Une des choses les plus marquantes que j'ai pu constater, c'est l'importance de la mobilisation immédiate en cas de danger. Aussitôt les milices d'autodéfense, mais aussi la population reagit spontanément. C'est là que l'on mesure l'attachement du peuple à la révolution, malgré les difficultés, malgré les mécontentements qui s'ex-

☐ Peux-tu nous expliquer la façon dont s'est déroulé le conflit auquel tu as assisté?

Au boulot, il existe un peu la même chose que chez nous. Les problèmes de salaire, mais qui ne sont pas les plus mis en avant, et puis les multiples problèmes de hiérarchie, de sécurité et de transport (qui risquent de devenir très importants). Il est pratiquement impossible d'arriver à l'heure au boulot, et le soir on rentre très tard chez soi. Les délais de transport des travailleurs parisiens ne sont rien à côté de ceux que l'on peut connaître là-bas! Cela aigrit les rapports car les reponsabilités et les appréciations sont différentes selon la place que l'on occupe dans l'entreprise. J'ai donc connu un conflit qui est alllé jusqu'à la grève pendant le temps où j'ai travaillé aux ateliers municipaux de Managua. Il y a eu un dépôt de revendications, pour nonrespect d'un engagement par la direction. Celle-ci n'avait pas les moyens de satisfaire les revendications. Les travailleurs en étaient conscients. Mais ils ont tenu à marquer le coup, pour garantir l'avenir et ne pas laisser s'installer une habitude. Cette grève a été décidée en assemblee générale avec des limites

☐ La CST¹ est-elle intervenue dans le conflit ?

Oui, elle en assurait directement la responsabilité et le Front sandiniste a tenu à apporter sa compréhension, tout en expliquant que les problèmes de l'heure n'étaient pas ceux-là.

On m'a demande mon appréciation et la façon dont je répercuterai les choses. Pour moi, ce mouvement était le signe d'une reelle vie democratique. On mesurait que les libertes n'étaient pas simplement formelles (comme l'expliquent beaucoup de commentateurs dans la presse), mais qu'elles pouvaient s'appliquer concrètement.

Tous les quinze jours, le vendredi matin, se tenaient des assemblées générales d'information syndicale, de discussions, d'information sur la situation militaire. Chaque travailleur est libre d'y participer, ceux qui ne viennent pas ne subissent aucune pression. Donc, en résumé, une vie démocratique aussi large que le permet la situation. Une liberté d'expression très utilisée : dans les assemblées générales, beaucoup de travailleurs prennent la parole.

J'imagine que la vie politique et syndicale n'est peut-être pas aussi développée dans toutes les entrepri-

coup de réactions autour de l'état d'urgence : est-il au Nicaragua?

Ma réponse sera paradoxale, car je n'ai rien vu. J'en ai entendu parler, bien sûr! J'étais devant la télévision avec les membres de la famille chez qui j'habitais lorsque Ortega a annonce les mesures. Les justifications d Ortega n'ont semble choquer personne. Le lendemain, je n'ai ressenti aucune émotion particulière dans la population.

Quant aux mesures de police extraordinaires, nous n'en avons jamais vu jusqu'au jour de notre départ, le 28 octobre. J'ai, pour ma part, connu en France des situations que l'on n'appelait pas « état d'urgence » et qui avaient des effets beaucoup plus sensibles dans la rue...

☐ La presse française, qui n'a pas l'habitude d'encenser le Nicaragua a titré: « Nica, on ferme » (Libération), « Le baillon » (Ouest France), etc.

☐ En France, il y a beau- Nous avons eu seulement | même dans mon boulot, i'ai | vailleurs.

quelques extraits de Libération qui paraissaient ahurissants. Pour le reste, nous avons connu les titres de la presse en France par téléphone. Cela nous semblait d'autant plus ahurissant que la situation était calme. De plus, nous n'avions rencontre aucun journaliste français dans le pays. D'autres coopérants européens ont été intérogés par des journalistes de leur pays; mais, pour nous, personne n'est venu aux nouvelles. On voit donc bien là comme l'état d'urgence est venu renforcer les à priori sur le Nicaragua au niveau de la presse. Il y a là un paradoxe si on compare comment est traité le problème de l'état d'urgence pour l'Argentine.

Pour la solidarité, c'est vrai qu'il est difficile de remonter le courant. D'où des tâches très concrètes. Tous les brigadistes, par exemple, ont un rôle important : donner les explications sur la situation. Il faut notamment insister sur les difficultés créées par l'embargo: l'exemple des transports, que j'ai évoqué tout à l'heure, est crucial; de

pu constater la pénurie totale de pièces de rechange, le manque aussi de certains ouvriers qualifies. Ceci fait que, sans un soutien des pays européens, ils vont avoir de plus en plus de mal à maintenir même dans un état précaire leur parc de véhicules.

Mais ce rôle de témoignage individuel est trop insuffisant. Les comités de solidarité jouent donc un rôle important de popularisation, comme le meeting de Caen, le 29 novembre.

En ce qui concerne les organisations syndicales, elles sont trop réservées. Pour ma part, j'ai pris contact avec les responsables nationaux de mon organisation en vue de discuter les problèmes de la solidarité à l'échelon confédéral. Je suis aussi porteur de courrier de la part de syndicats nicaraguayens. Je ne peux pas en dire davantage pour le moment, mais j'espère que cela débouchera sur une solidarité active renfor-

> r'ropos recueillis par Alain Philippe

1. CST: Centrale sandiniste des tra-

